

Les Enjeux

Quotidien national de l'économie

Eco

Jeudi 20 Avril 2023- Prix 20 DA <http://www.lesenjeuxeco.dz> ■ N°108 ■

CHAMBRE NATIONALE DE COMMERCE ET DE L'INDUSTRIE

Vers un nouveau statut ?

Le ministre du Commerce et de la Promotion des exportations, a appelé mardi, les cadres de la Chambre algérienne de commerce et d'industrie (CACI) à revoir le statut de l'établissement pour sa modernisation et l'amélioration de ses performances en phase avec les tendances économiques nationales et mondiales en vue d'atteindre les objectifs de développement économique du pays, indique un communiqué du ministère.

P 3



54ème édition Foire Internationale
d'Alger
L'Italie, invitée
d'honneur

P3

Marché mondial du pétrole et du gaz
7 330 milliards
de dollars prévus pour
2023

P4

En matière d'inclusion financière
La taxation du mobile
money risque de freiner
les progrès en Afrique

P 9

Chronique Eco

Jusqu'à quand, la régulation
du marché n'est pas source
d'efficacité mais de
surcoûts
Les leçons du Ramadan
2023

P 16

Dessalement de l'eau de mer

Projet de réalisation
d'une station à Jijel

Entrant dans le cadre de la nouvelle stratégie du gouvernement, une nouvelle station de dessalement de l'eau de mer sera réalisée dans la wilaya de Jijel. L'annonce a été faite, avant-hier mardi, par le ministre de l'Energie et des Mines, Mohamed Arkab à Jijel, en marge d'une visite du travail et d'inspection à cette wilaya.

P2

Forum des pays exportateurs de gaz
(GECF)

Hausse de 6,7% des
exportations du GNL
en mars dernier

Les exportations du Gaz naturel liquéfié (GNL) provenant des pays du GECF ont augmenté de 6,7% en mars dernier, pour atteindre 17,66 millions de tonnes (Mt), a indiqué l'organisation dans son rapport mensuel publié mercredi.

P 4

Continuité de l'activité après l'Aïd
el Fitr

La tutelle met en
garde les
commerçants

Le ministère du Commerce et de la Promotion des exportations met en garde les commerçants sur le non respect de la continuité de l'activité après l'Aïd El Fitr. Des sanctions sévères seront infligées aux contrevenants allant jusqu'à la fermeture du commerce pour une durée d'un mois et des amendes entre 30 000 DA à 200 000 DA.

P 5

COLLECTIVITÉS LOCALES

Accélérer la cadence de réalisation des projets

Le ministre de l'Intérieur, des Collectivités locales et de l'Aménagement du territoire, Brahim Merad a insisté, mardi lors d'une visite de travail et d'inspection dans la wilaya d'Alger, sur l'impératif d'accélérer la cadence de réalisation des projets notamment ceux visant à réduire la congestion routière. Inspectant le projet de la voie express reliant le Complexe olympique "Mohamed Boudiaf" à la commune de Khraïcia (2e rocade), M. Merad a mis l'accent sur l'impératif d'"œuvrer pour juguler le problème de la congestion routière qui tracasse les citoyens", soulignant que les autorités "ne ménageront aucun effort à cet effet en vue de trouver les solutions idoines". Pour ce faire, le ministre a souligné l'importance de développer, d'étendre et de moderniser le réseau routier en privilégiant "de nouvelles techniques modernes afin de renforcer les moyens de transport en commun, garantir la fluidité du trafic routier" et "contribuer ainsi à assurer un bon cadre de vie au citoyen, étant un axe essentiel du développement local".

Inspectant les travaux de réaménagement du front de mer de la capitale au niveau de la promenade des Sablottes, M. Merad a donné des directives en vue de "multiplier les espaces sportifs dans la wilaya et d'intensifier les activités sportives, en consécration du principe -le sport pour tous-, et en faire un levier du sport scolaire et du sport d'élite".

R.E.

DESSALEMENT DE L'EAU DE MER

Projet de réalisation d'une station à Jijel

Entrant dans le cadre de la nouvelle stratégie du gouvernement, une nouvelle station de dessalement de l'eau de mer sera réalisée dans la wilaya de Jijel. L'annonce a été faite, avant-hier mardi, par le ministre de l'Energie et des Mines, Mohamed Arkab à Jijel, en marge d'une visite du travail et d'inspection à cette wilaya.

Par Slimane T

« **L**a wilaya de Jijel est au rendez-vous avec la réalisation de plusieurs projets énergétiques dont une station de dessalement de l'eau de mer, une centrale solaire, le raccordement de quatre communes au réseau de gaz et la réalisation d'un réservoir de kérosène à l'aéroport Farhat-Abbas » a affirmé le ministre en marge de l'inspection du projet de transformateur électrique 60/220/400 kilovolt de la commune d'Ouled Yahia Khedrouche dans la wilaya de Jijel. Cette station sera implantée au niveau de la plage Achouat dans la commune de Taher. « L'étude et la réalisation seront assurées par Sonelgaz en collaboration avec des spécialistes du domaine », a précisé le ministre. Il faut rappeler que le président de la République, Abdelmadjid Tebboune avait donné des instructions, lors du dernier Conseil des ministres, pour la généralisation des stations de dessalements de l'eau de mer le long du littoral. Il est à noter que notre pays possède actuellement 11 stations de dessalements, d'une capacité installée de 2,1 millions m³/jour, et six (6) autres nouvelles sont en cours de constructions. Le taux des eaux dessalées par rapport aux besoins en eau potable est actuellement estimé à environ 18%, et passera en 2024 à 42% avec la mise en service des cinq stations de dessalement

de l'eau de mer, en cours de réalisation.

« D'ici 2030, et avec la mise en service de six (06) autres stations de dessalement dont les travaux de réalisation seront lancés en 2025, le taux d'eau potable issu du dessalement atteindra 60% des besoins nationaux », avait précisé le ministre des ressources en eau. Par ailleurs, le ministre a annoncé l'inscription d'une opération de raccordement au réseau de gaz naturel des quatre communes de Selma Benziada, Irraguene Souissi, Ouled Rabah et Bordj Tahar, dont la concrétisation qui démarrera l'année prochaine, étendra à terme la couverture du réseau de gaz à toutes les communes de la wilaya. L'aéroport Farhat Abbès sera doté d'un réservoir de kérosène pour assurer l'approvisionnement des avions dans de meilleures conditions. De son côté, l'entreprise Naftal lancera une étude de faisabilité concernant le projet d'un centre d'entreposage du carburant pour navire sur un site mitoyen au port de Djendjen. « Ce projet peut constituer une source importante de devises au regard de sa position stratégique dans le bassin méditerranéen », souligne le ministre. Auparavant, la délégation ministérielle a inspecté la centrale électrique de la zone industrielle de Bellara. D'une capacité de 1.400 mégawatt, cette centrale électrique, réalisée dans le cadre du projet du complexe sidérurgique algéro-qatari de Bellara est d'un impact considérable dans le développement de cette industrie de première importance sur le tableau de bord de l'économie nationale.

PARC INDUSTRIEL DE LARBAËTACHE (BOUMERDÉS)

Le raccordement à l'énergie parachevé en juin prochain

Les travaux de raccordement du parc national industriel de Larbaâtache (Boumerdés) aux réseaux d'électricité et de gaz seront parachevés en juin prochain, selon un responsable de la direction de distribution de l'électricité et du gaz de la wilaya. « Le projet de raccordement de cette zone industrielle aux réseaux d'électricité et de gaz sera réceptionné en juin prochain », a indiqué le directeur de l'entreprise de distribution de l'électricité et du gaz de la wilaya, Abdelmoumen Ali Djamil, en marge d'une visite sur site, organisée, par l'entreprise, au profit de représentants de presse. Dans une première étape, l'entre-

prise a réalisé les opérations de raccordement et d'approvisionnement externe de cette région, en gaz et électricité, à travers la réalisation de quatre départs électriques d'une capacité de 30 kva, à partir des deux centres principaux d'Ouled Moussa et de Khemis El-Khechna, parallèlement à une station de distribution publique de gaz, a-t-il ajouté. Quant à la 2e étape du projet, actuellement en mise en œuvre, elle englobe la réalisation des travaux de raccordement interne à l'électricité et au gaz deux linéaires respectifs de 34 km et 15 km, selon M. Ali Djamil. « Le taux d'avancement des tra-

voux de raccordement interne de ce parc industriel est actuellement de 40%, pour l'électricité, et de 80 % pour le gaz », a-t-il précisé. Une enveloppe de plus de 1.010 millions DA a été affectée à la réalisation des travaux de raccordement électrique, en plus de 220 millions DA mobilisés pour les travaux de raccordement au réseau de gaz naturel, a, par ailleurs, signalé le directeur de distribution de l'électricité et du gaz de la wilaya. Créé officiellement en 2012 et géré par l'Agence nationale intermédiaire et de régulation foncière (ANIREF), le parc national industriel de Larbaâtache s'étend sur une superficie de 137 ha divisée en

neuf sous-zones, réparties en 258 lots fonciers. Chaque zone est consacrée à une spécialité d'investissement particulière. Cette zone a enregistré, à ce jour, l'affectation de plus de 200 lots pour la réalisation de près de 150 projets d'investissement. Quelque 127 investisseurs ont obtenu leur contrats de concession et 47 autres leur permis de construction, sachant que 31 projets ont été lancés en réalisation, au moment où trois sont achevés et non exploités et un seul entré en exploitation.

R.E.

REVALORISATION DES PENSIONS DE RETRAITES

Une enveloppe financière de 148 milliards de dinars

Le ministre du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale, Fayçal Bentaleb, a indiqué, avant-hier depuis Tipasa, que près de 3 millions de retraités avaient bénéficié de la décision de revalorisation des pensions prise par le président de la République. Dans une déclaration à la presse, au terme d'une visite de travail dans la wilaya de Tipasa, en compagnie du wali Aboubakr Seddik Boucetta, le ministre a fait état de plus de 2.985.000 bénéficiaires de l'augmentation exceptionnelle des pensions de retraite versées en mars der-

nier, avec une incidence financière de plus de 148 milliards de dinars par an. M. Bentaleb a également rappelé la décision relative à la hausse de l'allocation chômage, qui a touché plus de 1.900.000 bénéficiaires, estimant que « ces chiffres sont des indicateurs qui témoignent de l'attachement des pouvoirs publics à la préservation de la dignité des citoyens, qui est une priorité, et ce par le renforcement de la confiance des citoyens dans l'Administration et les services publics, à travers la consécration de la transparence et du pouvoir d'interven-

tion positive ». À cette occasion, le ministre a dévoilé le nouveau calendrier de versement de l'allocation chômage sur les comptes CCP, à savoir les 26, 27 et 28 de chaque mois, en trois tranches, en fonction du dernier numéro des comptes CCP. La première tranche de l'allocation sera versée le 26 de chaque mois au profit de ceux dont les numéros du compte courant postal (CCP) se terminent par 0, 1, 2 et 3, alors que les personnes dont les numéros de CCP se terminent par 4, 5 et 6 percevront leur allocation le 27 de

chaque mois. Quant à la dernière tranche, elle sera versée le 28 et concernera les numéros se terminant par 7, 8 et 9, selon les précisions fournies. M. Bentaleb a rappelé que l'allocation chômage est « un accompagnement » pour les jeunes chômeurs jusqu'à ce qu'ils trouvent un emploi, la qualifiant de « pont pour accéder au monde du travail » et de « mécanismes de l'État visant à protéger la dignité des citoyens », a-t-il ajouté.

Quotidien économique

Les Enjeux
Eco

Edité par la
SARL
Les enjeux Eco
Tel: 06 98165554

Gérant
**Belmihoub
Abdelaziz**

Directeur de
publication
Radji Zahir

Siège social
30, Rue Mehdi Ibn Toumert Bologhine
Ibn Ziri Alger

Siège de la rédaction
03, Rue Ali Boumendjel
Square Port Said, Casbah
email: lesenjeuxeco@gmail.com
ccb : BDL 005
00170000003889 09

Impression
Centre : SIA

Distribution
Centre:
les enjeux Eco

PUBLICITÉ

Pour toute publicité, s'adresser à l'Agence Nationale de Communication d'Édition et de Publicité « ANEP » ALGER:
PUBLICITÉ 1, avenue Pasteur
email: agence.regie@anep.com.dz
programmation.regie@anep.com.dz
Tél. : (021) 71.16.64 - 73.71.28
Fax : (021) 73.95.59
(021) 73.99.19

CHAMBRE NATIONALE DE COMMERCE ET DE L'INDUSTRIE Vers un nouveau statut ?

A peine promulguée, que la loi sur le statut de la Chambre algérienne de commerce et d'industrie, est jugée «obsolette» par le Ministre du Commerce et de la Promotion des exportations qui vient d'appeler les cadres de la CACI à revoir son statut.

Par Reda Hadi

Le ministre du Commerce et de la Promotion des exportations, a appelé mardi, les cadres de la Chambre algérienne de commerce et d'industrie (CACI) à revoir le statut de l'établissement pour sa modernisation et l'amélioration de ses performances en phase avec les tendances économiques nationales et mondiales en vue d'atteindre les objectifs de développement économique du pays, indique un communiqué du ministre. En effet, la loi actuelle a été jugée par des spécialistes, comme un frein aux activités de la Caci qui a été réduite en une «annexe» du ministère. Concrètement le nouveau texte de loi, portant réorganisation de cet organe, publié dans le Journal Officiel n° 15, a suscité une vive réaction de la part des opérateurs économiques et de ses adhérents. Ils estiment que la nouvelle réorganisation de la Caci, notamment au niveau local, va aggraver la situation de cette structure appelée pourtant à jouer les premiers rôles dans la promotion et développement économique du pays.

Effectivement au vue de cette organisation, le Ministre du Commerce a souligné, lors de la réunion de coordination intervenue en marge d'une visite de travail à la CACI, la nécessité pour la Chambre algérienne de commerce et d'industrie de jouer un «rôle de premier plan» dans l'économie nationale et

d'être un établissement économique «efficace» au service des opérateurs économiques. Tous s'accordent à relever le rôle important d'une chambre de commerce et de l'industrie, car elle est une institution représentant auprès des pouvoirs publics, les intérêts généraux des secteurs de l'industrie, le commerce, et de ce fait doit avoir, une certaine autonomie.

Et ce d'autant plus qu'elle fournit aux pouvoirs publics, sur leur demande ou de leur propre initiative, les renseignements, les avis et les suggestions sur les questions qui intéressent directement ou indirectement les activités commerciales, industrielles. Tout le monde s'accorde à dire que la réforme de la Chambre algérienne de commerce et d'industrie (CACI) est certes une nécessité absolue, mais il aurait été souhaitable, au préalable, de lancer une large campagne de consultation en association avec les différents acteurs et experts pour l'élaboration d'un nouveau cadre réglementaire et organisationnel, visant la dynamisation de cette structure, indispensable pour la diversification de l'économie nationale.

Partout dans le monde, les chambres de commerce et d'industrie sont le maillon fort et une force de proposition de l'économie d'un pays. Malheureusement, ce n'est pas le cas chez nous. Cette structure est presque invisible sur le terrain et ressemble à un corps sans âme. Pire encore, elle est méconnue chez les commerçants et opéra-

teurs économiques.

En effet, sur les 2 140 287 commerçants inscrits au registre du commerce (CNRC), seulement 9 998 en sont adhérents, soit, l'équivalent de 0,47% ! Autrement dit, les chambres de commerce et d'industries locales ont «failli» dans leur mission, qui consiste en la représentation des commerçants et des opérateurs économiques. Beaucoup d'opérateurs ont dénoncé la bureaucratisation des CCI (Chambres de commerce et de l'industrie) et que la nouvelle organisation ne va pas dans le bon sens. Des économistes ont à ce sujet suggéré l'élaboration d'un nouveau cadre réglementaire et organisationnel, visant la dynamisation de cette structure, indispensable pour la diversification de l'économie nationale.

Sinon comment expliquer la contradiction de l'actuelle organisation, qui fait que les CCI qui étaient des sociétés autonomes à part entière à travers le pays, soient rattachées aux services de la wilaya ? Et Comment vont-elles faire vis-à-vis des services des impôts ? Ce sont tous les anachronismes dans l'actuelle loi qui doivent être levés. Actuellement, la CACI bénéficie du statut d'établissement public à caractère industriel et commercial dotée de la personnalité morale et de l'autonomie financière » et « placée sous la tutelle du ministre chargé du Commerce ». Et c'est là où le bat blesse.

CONCOURS NATIONAL DU SECTEUR DE LA FORMATION ET DE L'ENSEIGNEMENT PROFESSIONNELS

12 lauréats distingués

Le ministre de la Formation et de l'Enseignement professionnels, Yacine Merabi, a présidé mardi soir à l'Institut national de la formation et de l'enseignement professionnels à El-Biar (Alger) la cérémonie de clôture de la 1ère édition du concours national du secteur, sanctionnée par la distinction de 12 lauréats.

Dans son allocution à l'occasion, M. Merabi a affirmé l'importance de "prendre en charge les jeunes en formation et de leur donner la chance de faire connaître leurs capacités et de révéler leurs talents créatifs, l'objectif étant de former des jeunes ambitieux ayant un savoir-faire, et de leur ouvrir des perspectives dans la vie professionnelle".

Le ministre a salué, dans ce sens, "les efforts des autorités du pays visant à prendre en charge les jeunes en formation et de les intégrer dans le marché de l'emploi, en leur donnant l'opportunité de créer des micro-entreprises économiques, capables de concourir à la promotion de l'économie nationale".

M. Merabi a ajouté que cette 1ère édition du concours national traduit "l'attachement de son département ministériel à encourager les stagiaires créateurs et talentueux dans plusieurs domaines, comme la récitation du saint Coran, la créativité culturelle et les compétitions sportives", en sus de "créer un climat convivial au sein de la communauté de la formation, en encourageant l'esprit de compétition entre les différents adhérents au secteur parmi les stagiaires, enseignants et travailleurs".

Il a également salué la compétition marquant le secteur de la formation à travers 58 wilayas, valorisant la contribution des directions de wilaya à cet événement.

La clôture du 1er concours national du secteur de la formation et de l'enseignement professionnels organisée à l'occasion du mois du Ramadan a été marquée par la distinction de 12 concurrents dans 4 spécialités, à savoir le meilleur produit industriel, le meilleur travail promotionnel pour le secteur, le meilleur récitant du saint Coran et le meilleur travail culturel et artistique.

R.E.

54ÈME ÉDITION FOIRE INTERNATIONALE D'ALGER

L'Italie, invitée d'honneur

La Société algérienne des foires et exportations (Safex) a révélé que « la 54ème édition de la Foire Internationale d'Alger (FIA-2023) se tiendra du 19 au 24 juin 2023, au Palais des expositions des Pins Maritimes, à Alger ». L'Italie sera l'invitée d'honneur de cette 54e édition. Dans une déclaration à la presse, le directeur de l'Agence italienne pour le commerce extérieur, (Italian Trade Agency-ITA), Gabriele Baronen, a indiqué que la participation des entreprises italiennes à cet événement sera collective, notant que l'Italie a été désignée invité d'honneur à la demande du président de la République, Abdelmadjid Tebboune. « L'ITA organise la participa-

tion collective italienne à la 54e édition de la Foire Internationale d'Alger (FIA) où l'Italie, suite à la volonté du Président de la République Abdelmadjid Tebboune, sera l'invité d'honneur », indique l'Agence italienne dans un communiqué. La dernière participation de l'Italie à la FIA en tant que pays invité d'honneur remonte à 2007, avec 100 exposants sur une surface d'environ 2 000 m2. Un événement inauguré par Emma Bonino, alors ministre italienne du Commerce international.

Pour cette 54e édition, les organisateurs tablent sur une présence de 350 exposants, algériens et étrangers. L'ITA précise que la participation

italienne sera axée sur les secteurs de l'agro-industrie, la pêche et l'aquaculture, la transition énergétique, le biomédical et pharmaceutique, les infrastructures et le numérique.

La participation de l'Italie à cette manifestation internationale revêt une importance particulière, notamment au vu de la situation actuelle des excellentes relations politiques et économiques algéro-italiennes, explique le communiqué de l'ITA, d'autant plus que la FIA constitue une importante vitrine et une opportunité de promotion et de visibilité en Algérie.

La dernière participation de l'Italie à la Foire Internationale

d'Alger en tant qu'invitée d'honneur remonte à 2007, en présence de 100 exposants sur une surface d'environ 2 000 mètres carrés, et elle a été inaugurée à cette époque par la Ministre du Commerce Extérieur, Emma Bonin.

Selon les données de l'ambassade d'Italie, les échanges commerciaux entre les deux pays ont dépassé les 20 milliards de dollars en 2022, dont la part du lion revient au gaz naturel. L'Algérie est devenue le premier fournisseur d'Italie de cette importante ressource énergétique.

Synthèse S R

LE MINISTRE DE L'AGRICULTURE REÇOIT UNE DÉLÉGATION DU CONSEIL SUPÉRIEUR DE LA JEUNESSE

Les moyens de renforcer la coordination et la concertation examinés

Le ministre de l'Agriculture et du Développement rural, Mohamed Abdelhafid Henni, a reçu une délégation du Conseil supérieur de la jeunesse (CSJ), conduite par son président Mustapha Hidaoui, avec lequel il a examiné les moyens de renforcer la coordination et la concertation pour une meilleure prise en charge des préoccupations et propositions formulées, a indiqué, hier, un communiqué du ministère.

Le président du CSJ était accompagné lors de cette rencontre, tenue mardi, par des membres du Conseil parmi les vice-présidents et présidents des commissions.

La rencontre consacre "la grande importance accordée par le secteur aux jeunes, à travers la prise en charge de leurs préoccupations via les différents dispositifs de soutien et d'accompagnement", ajoute le communiqué.

A cette occasion, M. Henni a présenté un exposé sur la stratégie du secteur en matière de développement des différentes filières agricoles, notamment stratégiques, et des différents programmes inhérents à l'organisation et à l'en-

cadrement du foncier agricole, la formation et la recherche scientifique, à la faveur de l'actualisation des statuts des 10 Instituts techniques, de recherche et de formation relevant du ministère de l'Agriculture et du développement rural, souligne le ministère.

Le ministre a également passé en revue les résultats réalisés dans toutes les filières au titre de la saison agricole 2022-2023, rappelant la place de l'Agriculture, son taux de contribution au PIB, et la valeur de la production agricole qui a connu "un bond qualitatif", avec la contribution des différents acteurs, les jeunes en particulier.

Dans le cadre de la protection de la richesse forestière, M. Henni a rappelé le programme en cours de réalisation pour la réhabilitation et l'extension du barrage vert, devenu "un modèle au niveau continental et international", saluant la nouvelle approche et la vision socioéconomique de ce projet à travers l'introduction d'arbres fruitiers, la création de postes d'emploi, l'augmentation des revenus, et l'amélioration des conditions de vie des populations.

Le ministre a appelé l'importance extrême accordée par son secteur à ce programme et à toutes les opérations de reboisement et de protection de la flore de manière générale.

M. Henni s'est félicité de la contribution du CSJ à travers l'association de la société civile à cette opération qui exige la participation de tous, selon la même source.

Après avoir passé en revue une série de préoccupations et de propositions qui seront "pris en charge à travers la mise en place d'un espace de coordination, de concertation et de contact permanent", par la délégation du CSJ, il a été convenu de désigner deux cadres du ministère et du Conseil, en qualité de points focaux, et ce en vue de valoriser les réalisations et créer des postes d'emploi au profit des jeunes à travers les dispositifs existants au profit des diplômés des instituts, des universités et de la formation professionnelle, conclut le communiqué.

R.E.

PÉTROLE

Le marché manque de confiance dans la demande

Les cours du pétrole ont terminé quasiment à l'équilibre mardi 18 avril malgré des chiffres surprises de l'économie chinoise, les opérateurs restant circonspects quant à la santé de la demande mondiale d'or noir. Le prix du baril de Brent de la mer du Nord pour livraison en juin a grappillé un cent (+0,01%) pour clôturer à 84,77 dollars. Le baril de West Texas Intermediate (WTI) américain, avec échéance en mai, a lui grignoté 0,03%, à 80,86 dollars.

«On est monté avec les indicateurs chinois, dont on peut penser que ce sont de bonnes nouvelles» pour le marché du brut, «mais c'est retombé», a constaté Stephen Schork, analyste et auteur du Schork Report. La Chine a affichée une croissance de 4,5% sur un an au premier trimestre, soit sensiblement mieux que les 4% attendus par les économistes. Mais derrière ce gros titre, les opérateurs ont vu un tableau plus contrasté, avec certains secteurs en difficulté, notamment l'électronique grand public, et une faible progression de l'investissement privé. Inquiétudes sur la solidité de la demande

«La question est de savoir si ce rebond de la consommation aura assez de vigueur pour entraîner l'économie jusqu'à la fin de l'année», s'est interrogé, dans une note, Duncan Wrigley, de Pantheon Macroeconomics. «Si les Etats-Unis tombent en récession et que d'autres économies stagnent ou se contractent, les usines chinoises vont recevoir peu de commandes à l'export», a commenté Susannah Streeter, d'Hargreaves Lansdown.

Pour Edward Moya, d'Oanda, les inquiétudes quant à la solidité de la demande ont aussi été alimentées mardi par la chute, en avril, du baromètre mensuel mesurant le moral des investisseurs en Allemagne (ZEW), alors que les économistes anticipaient une hausse. Un nouvel accès de faiblesse du dollar a offert un peu d'air aux cours, dans cette atmosphère marquée par un manque chronique de conviction. «Le marché est en position d'attente», selon Stephen Schork, «pour voir si la demande repart.»

Les opérateurs suivront ainsi de près le rapport hebdomadaire sur les stocks américains, attendu mercredi, pour prendre des nouvelles des automobilistes américains, à l'approche de la saison estivale. Les analystes tablent sur une baisse de 500.000 barils des stocks américains de brut la semaine dernière, selon un consensus établi par l'agence Bloomberg, après une augmentation surprise lors de la période précédente.

Agence

FORUM DES PAYS EXPORTATEURS DE GAZ (GECF)

Hausse de 6,7% des exportations du GNL en mars dernier

Les exportations du Gaz naturel liquéfié (GNL) provenant des pays du GECF ont augmenté de 6,7% en mars dernier, pour atteindre 17,66 millions de tonnes (Mt), a indiqué l'organisation dans son rapport mensuel publié mercredi.

Par R E

«E n mars 2023, les exportations du GNL des pays membres et observateurs du GECF (Forum des pays exportateurs de gaz) ont continué à augmenter, avec une croissance en glissement annuel de 6,7%, soit 1,11 Mt de plus par rapport au même mois de l'année 2022», précise la même source dans le rapport publié sur son site web.

Globalement, les exportations mondiales du GNL ont atteint en mars dernier un niveau record de 36,36 Mt, ce qui représente une augmentation de 6,5% (2,22 Mt) sur un an. Les pays du GECF ont représenté la moitié de l'augmentation supplémentaire des exportations du GNL, selon le document précisant que les Etats-Unis étaient le premier exportateur mondial en la matière suivis de l'Australie et le Qatar.

S'agissant de la consommation du gaz, elle a en-

registré en mars 2023 une baisse de 13% en glissement annuel dans les pays de l'Union européenne (UE), pour atteindre 34,1 milliards de mètres cubes, un recul de 1% au Royaume Uni (6,6 milliards m3), alors qu'elle augmenté aux Etats-Unis de 5,3% (82 milliards m3).

La consommation en Chine a augmenté, quant à elle, en février dernier, de 4,6% sur un an avec un volume de 31 milliards m3, boostée notamment par la relance économique après la levée des mesures de restrictions liées à la Covid-19. S'agissant de la production gazière, elle a diminué en Europe de 3,3% pour s'établir à 15,3 milliards m3 en février 2023, principalement en raison de la baisse de la production des Pays-Bas, du Norvège et du Royaume-Uni, explique le document du GECF.

La production en Chine a connu une croissance de 6% (20 milliards m3), d'après le même document soulignant par ailleurs qu'en Amérique du Nord, les sept majors pétroliers du gaz du schiste ont produit 84,5 milliards m3, soit une hausse de 7% sur un an.

Pour ce qui est du commerce du gaz en mars 2023, les importations de l'UE par gazoduc ont drastiquement baissé de 39% pour atteindre 13,7 milliards m3.

Le rapport du Forum fait état, par ailleurs, d'une baisse continue des prix sur les marchés spot. Ils ont diminué en mars dernier pour le troisième mois consécutif pour atteindre en moyenne 13,87 dollars/MMBTU. Le GECF est une organisation intergouvernementale créée lors de la 8ème session du Forum informel des mêmes pays, tenue à Moscou en décembre 2008.

Elle est actuellement composée de 12 pays membres, en l'occurrence l'Algérie, la Bolivie, la Guinée équatoriale, l'Egypte, l'Iran, la Libye, le Nigéria, le Qatar, la Russie, Trinidad et Tobago, les Emirats Arabes Unis (EAU) et le Venezuela, ainsi que de 7 pays observateurs, à savoir l'Angola, Azerbaïdjan, l'Irak, la Malaisie, le Mozambique, la Norvège et le Pérou.

MARCHÉ MONDIAL DU PÉTROLE ET DU GAZ

7 330 milliards de dollars prévus pour 2023

Avec un taux de croissance annuel moyen de plus de 4 %, le marché mondial du pétrole et du gaz devrait passer de 6 989,6 milliards de dollars en 2022 à 7 330 milliards de dollars en 2023. C'est ce qu'indique une enquête de la Business Research Company publiée avant-hier mardi. Comme le souligne la recherche, la guerre russo-ukrainienne a entravé les chances d'une reprise économique mondiale après la pandémie de Covid 19. Tandis que les sanctions économiques contre la Russie ont entraîné une hausse des prix des matières premières et des problèmes dans la chaîne d'approvisionnement mondiale. Provoquant ainsi une hausse de l'inflation et affectant de nombreux marchés à travers le monde. Les revenus de l'industrie du pétrole et du gaz devraient atteindre 8 670 milliards de dollars en 2027 à un taux de

croissance annuel moyen de plus de 4 %. L'enquête révèle également que les grandes sociétés pétrolières et gazières explorent l'analyse des mégadonnées et l'IA. Et ce, afin d'améliorer leur capacité de prise de décision et, par extension, leur rentabilité.

Grâce à un grand nombre de capteurs placés sur les plateformes pétrolières, les entreprises de cette industrie collectent de grandes quantités de données brutes liées au fonctionnement des raffineries, des pipelines et d'autres infrastructures. Les entreprises peuvent alors détecter des modèles dans les données d'analyse. Ce qui leur permet de réagir rapidement aux changements indésirables ou aux défaillances potentielles. Et ainsi d'économiser de l'argent. En outre, l'intelligence artificielle permet aux entreprises de prendre des décisions de forage et d'exploitation plus éclairées. ExxonMobil et

Shell, par exemple, ont augmenté leurs investissements dans la technologie de l'IA pour disposer d'une méthode centralisée de gestion des données et prendre en charge l'intégration des données dans plusieurs applications. D'autres entreprises, comme le chinois Sinopec, ont annoncé leur intention de construire dix centres intelligents. Et ce, afin de réduire les coûts d'exploitation de 20 %.

Selon la recherche, la plus grande région pour le marché du pétrole et du gaz en 2022 était l'Asie-Pacifique. L'Amérique du Nord étant la deuxième plus grande région pour l'industrie. Notons enfin que l'enquête couvre les régions Asie-Pacifique, Europe de l'Ouest, Europe de l'Est, Amérique du Nord, Amérique du Sud, Moyen-Orient et Afrique.

Agence.

INTELLIGENCE ARTIFICIELLE

Signature d'une convention de partenariat entre l'ENSSMAL et la start-up Digi-Roots XR

Une convention de partenariat portant sur la conception et la coproduction de prototypes innovants de simulation immersive en 3D a été signée mardi à Alger entre l'Ecole nationale supérieure des sciences de la mer et de l'aménagement du littoral (ENSSMAL) et la start-up Digi-Roots XR, dans le but de concrétiser des projets technologiques permettant de consolider la formation des étudiants de l'école.

La convention a été signée au siège de l'école par sa directrice, Boutekrabet Linda, et le chef de la start-up "Digi-Roots XR", Drissi Rafik. Cette convention qui s'inscrit dans le cadre de la Semaine universitaire de l'intelligence artificielle, lancée par le ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, prévoit la conception et la coproduction de travaux innovants de simulation immersive en 3D, à utiliser comme support pédagogique au profit des étudiants en sciences de la mer et de l'aménagement du littoral.

Cet événement était l'occasion pour lancer la technologie "ENSSMAL Virtual-Habitat Explorer", conçue par l'équipe pédagogique de l'école en collaboration avec la start-up "Digi-Roots XR".

Il s'agit d'une technologie qui permet aux étudiants d'entrer en contact virtuel avec l'environnement marin grâce à un voyage virtuel de

15 minutes, qui leur permet de découvrir les grandes sections marines, les ports et les phares, ainsi que certains processus physiques environnementaux qui se produisent en milieux aquatiques.

S'exprimant au terme de la signature de la convention, Mme Boutekrabet a précisé que "l'équipe pédagogique de l'école a conçu, en collaboration avec +Digi-Roots XR+, des travaux appliqués qui soutiennent la formation pédagogique et utilisent l'intelligence artificielle et la réalité virtuelle, afin de permettre aux étudiants de découvrir la biodiversité de l'environnement marin sans se déplacer physiquement", l'objectif étant, a-t-elle dit, d'"améliorer la qualité de la formation dispensée aux étudiants".

"La propriété intellectuelle de ces programmes et techniques, virtuelles et innovantes, appartient à l'ENSSMAL et au ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, car pouvant investir dans ces programmes et les vendre plus tard", a-t-elle ajouté.

Il s'agit justement, a-t-elle poursuivi, "des premiers programmes de ce genre à l'échelle nationale, une idée innovante faisant de cette Ecole l'un des établissements d'enseignement qui forment et détiennent des droits de contenu sur le continent africain et au Moyen-Orient".

Dans le même contexte, le professeur à l'ENSSMAL, Samir Grimes a mis en exergue les avantages de la technique Virtual-Habitat Explorer, qui est d'abord un outil éducatif permettant à l'étudiant d'explorer les écosystèmes marins, de plonger dans les profondeurs de la mer et de découvrir la manière dont les espèces animales se comportent notamment dans des lieux à haute pression avec une pénurie alimentaire.

"Cette technique aide l'enseignement et appuie ses cours théoriques avec des travaux pratiques virtuels, mais aussi dans les explications nécessaires présentées aux étudiants", précise M. Grimes.

De son côté, M. Drissi a affirmé que "lorsque l'étudiant met le casque 3D, il se projette et se lance dans une immersion au fin fond de la mer. Cette expérience le transporte donc de la réalité vécue à la réalité virtuelle, le rapprochant au plus haut point du milieu qu'il souhaite explorer".

Pour ce qui est du premier essai, les étudiants de l'ENSSMAL se sont félicités de cette technique qualifiée d'"aventure unique", elle leur avait permis d'étudier l'espèce vivante dans son habitat naturel, contrairement aux anciennes méthodes qui ne franchissent pas les murs du laboratoire.

R E.

CONTINUITÉ DE L'ACTIVITÉ APRÈS L'AÏD EL FITR

La tutelle met en garde les commerçants

Le ministère du Commerce et de la Promotion des exportations met en garde les commerçants sur le non respect de la continuité de l'activité après l'Aïd El Fitr. Des sanctions sévères seront infligées aux contrevenants allant jusqu'à la fermeture du commerce pour une durée d'un mois et des amendes entre 30 000 DA à 200 000 DA.

Par Sirine R

« Jusqu'à la, nous n'avons pas connu de problème pour la permanence de l'aïd, mais nous avons constaté une réticence en matière de reprise de l'activité après la fête », a indiqué Samy Kolli, directeur général de la régulation et de l'organisation des marchés au ministère du Commerce. Beaucoup de commerces restent fermés juste après la fête de l'aïd, pour plusieurs jours allant jusqu'à une semaine. Une situation qui pénalise les consommateurs notamment dans les grandes villes, où l'approvisionnement en denrées alimentaires et autres services devient très difficile. Parfois, le consommateur est contraint d'effectuer plusieurs déplacements d'une localité à une autre afin de faire ses emplettes.

Face à cette situation, le ministère du Commerce compte mettre de l'ordre, en encadrant les congés, toutes les fêtes légales et arrêts techniques des usines. Un nouveau dispositif se trouve au niveau du secrétariat du gouvernement, indique Kolli.

Cette nouvelle réglementation vise à instaurer une certaine discipline dans l'activité commerciale et en finir avec les fermetures anarchiques. Par ailleurs, le

même responsable a fait savoir qu'un total de 50817 commerces sont appelés à assurer les traditionnelles permanences commerciales durant les fêtes de Aid El Fitr. Pour assurer la disponibilité du pain, la quasi-totalité des boulangers sont de permanence. « 6372 sur les 8500 en activité, avec le concours de certaines boulangeries industrielles qui vont ouvrir des points de vente dans les grandes agglomérations et les nouvelles villes où il n'y a pas assez de boulangers », explique le responsable, dans l'invité de la rédaction de la Chaîne 3 de la Radio Algérienne.

« 27987 épiceriers et vendeurs de fruits et légumes sont mobilisés, ainsi que 463 unités de production dont, 133 laiteries et 290 minoteries », précise Samy Kolli. Le responsable lance un appel aux Walis pour viser les programmes d'approvisionnement qui sont éligibles à la compensation des frais de transport vers le Sud, notamment les nouvelles wilayas : « il faut aller jusqu'aux frontières, jusqu'à Tin Zawatine ou In Guezzam et aujourd'hui, nous commençons à maîtriser la distribution de ces produits de première nécessité. »

Un nouveau cadre réglementaire pour le commerce du gros et détail

S'agissant de l'activité commerciale, Samy Kolli, directeur général de la régulation

et de l'organisation des marchés au ministère du Commerce, qui s'exprimait sur les ondes de la radio nationale « Chaîne III », a annoncé qu'un nouveau cadre réglementaire sera bientôt en vigueur. Il y aura l'introduction de la notion de Centrales d'achats. « Aujourd'hui, il faut différencier entre l'achat professionnel et achat domestique. C'est anormal qu'un restaurateur achète 100 bidons d'huiles de table chez un détaillant. Le professionnel doit avoir un espace spécial », précise-t-il en faisant savoir que le texte de loi est finalisé. Ces centrales d'achats sont une de marché de gros mieux encadré et transparent.

Ce nouveau règlement apportera une nouvelle organisation à la grande distribution qui fait défaut actuellement. Il est d'ailleurs, la source des perturbations que connaît le marché notamment durant les fêtes religieuses.

En lançant un appel pour les investisseurs nationaux et étrangers à investir dans le créneau de la grande distribution, Samy Kolli a fait savoir que des discussions sont engagées avec des internationaux pour s'implanter dans notre pays en partenariat avec des opérateurs algériens. Beaucoup de surprises sont attendues dans les prochains mois, conclut-il.

PERMANENCE LES JOURS DE L'AÏD EL FITR À L'OUEST DU PAYS

Mobilisation de plus de 10.000 commerçants

Plus de 10.000 commerçants et opérateurs économiques ont été mobilisés dans les différentes wilayas dans l'Ouest du pays pour assurer la permanence des deux jours de l'Aïd El Fitr, a-t-on appris auprès des Directions régionales du commerce et de la promotion des exportations d'Oran et de Saïda.

Le directeur régional du commerce d'Oran, Djillali Seboui, a souligné que les Directions du commerce et de la promotion des exportations des wilayas d'Oran, d'Aïn Témouchent, de Tlemcen, de Sidi Bel Abbès et de Mostaganem qui lui sont rattachées, ont mobilisé pour cette permanence

pas moins de 3.517 commerçants (entre épiceriers et des magasins des fruits et légumes).

Il a été mobilisé également 715 boulangeries, 56 minoteries de production de farine et de semoule, 23 laiteries et deux unités de production d'eau minérale, en plus de 1.928 commerçants et agents de services dans diverses activités, dont la vente des viandes, a ajouté le même responsable. Par ailleurs, les Directions du commerce et de promotion des exportations des wilayas précitées ont mobilisé 214 agents pour le contrôle du taux d'engagement des commerçants concernés par la perma-

nence les jours de l'Aïd en vue d'assurer la disponibilité de différentes marchandises et services dont ont besoin les citoyens.

S'agissant des wilayas de Saïda, Mascara, Chlef, Tissemsilt, Relizane et Tiaret qui sont rattachées à la Direction régionale du commerce et promotion des exportations de Saïda, plus de 4.600 commerçants sont mobilisés pour la permanence des deux jours de l'Aïd El Fitr, a souligné le chargé d'information de cette Direction régionale, Okacha Boughnina. La nature des activités économiques de ces opérateurs est liée aux unités de production dont les minoteries,

les laiteries, la production de l'eau, les laboratoires, la vente de produits alimentaires, fruits et légumes, boucheries, les stations service, mécanique auto et vulcanisation, a-ton détaillé. Pour le suivi de la mise en œuvre du programme de la permanence, la même direction a mobilisé 362 cadres et agents de contrôle à travers les wilayas concernées, sachant que la loi fixant les conditions d'exercice des activités commerciales prévoit de punir les commerçants en infraction vis-à-vis de cette permanence.

R E.

SOLIDARITÉ RAMADAN

La Fondation SalimaSouakri aux côtés des démunis

Dans le cadre de son programme d'activités durant le mois sacré du Ramadan, la Fondation SalimaSouakri pour l'action caritative et humanitaire a réalisé une série d'actions au profit des familles démunies et des orphelins. Pour boucler ce riche programme, elle organise, ce soir à l'hôtel Sofitel, une cérémonie en l'honneur de 30 enfants orphelins ou issus de familles nécessiteuses, bénéficiaires de l'opération de circoncision collective qui a eu lieu au cours de ces derniers jours du Ramadan.

Pour cette cérémonie, la fondation a invité de nombreuses personnalités publiques, sportives, artistiques, ainsi que les familles des enfants circoncis. Mme Salima Souakri, présidente de la fondation, a considéré qu'à travers ce geste de solidarité, « notre organisation souhaite semer la joie et le bonheur dans le cœur des enfants orphelins et des enfants de familles nécessiteuses, dans une atmosphère familiale chaleureuse chargée d'affection, de miséricorde et d'amour, en particulier au cours de ces dix derniers jours et à la veille de l'Aïd al-Fitr ». Plus de 300 tenues vestimentaires pour l'Aïd El Fitr seront également distribuées au profit des enfants orphelins et des familles nécessiteuses, à travers le pays, au cours des deux derniers jours du Ramadan.

Malgré sa récente création, la Fondation «Salima Souakri» a contribué activement à l'activité associative à caractère caritatif durant ce mois sacré, à travers un programme très riche qui a visé plusieurs catégories de la société, en particulier les familles d'enfants orphelins et les familles nécessiteuses. Ainsi, depuis le début du mois, plus de 300 paniers Ramadan ont été distribués aux familles d'enfants orphelins et aux familles démunies dans les différentes régions du pays. Les membres de la fondation ont contribué aussi à la préparation de nombreuses tables d'iftar au profit des nécessiteux et des passants. L'engagement de la fondation ne s'est pas arrêté là, la présidente et les membres ont, en effet, visité des centres pour personnes âgées et leur ont préparé le iftar et offert des vêtements ainsi que des cadeaux pour l'Aïd, le tout dans une ambiance familiale joyeuse. Dans un message adressé aux jeunes, Mme Salima Souakri, a invité la jeunesse algérienne à faire preuve de solidarité et de synergie non seulement durant le mois de Ramadan mais tout au long de l'année.

Elle a exprimé, en ce sens, sa fierté envers les jeunes bénévoles dévoués à l'action caritative qu'elle a rencontré à l'occasion de ses différentes actions, durant ce mois sacré. Mme Souakri a remercié aussi tous les contributeurs et donateurs ayant répondu en force à l'appel et porté main forte aux familles nécessiteuses, enfants orphelins et veuves, en invitant les personnes souhaitant rejoindre sa fondation, à la contacter à travers sa page officielle, SalimaSouakri.

De leur côté, les membres de la Fondation ont exprimé leur fierté de travailler aux côtés de l'ancienne ambassadrice de bonne volonté, Mme Salima Souakri, qu'ils considèrent comme un modèle dans le travail caritatif et humanitaire.

CRÉATION D'UNE CITÉ MÉDIATIQUE

La décision du président de la République saluée

L'Union nationale des journalistes et médias algériens a salué la décision du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, concernant la création d'une cité médiatique, estimant que cette décision « reflète une forte volonté politique » de développer le secteur de l'information et de la communication en Algérie. La décision du Président de la République concernant la création d'une cité médiatique et son affirmation, lors

du conseil des ministres, de la nécessité que cette cité soit en phase avec le développement survenu dans le domaine audiovisuel à l'échelle mondiale « reflète une forte volonté politique de développer le secteur de l'information et de la communication en Algérie », a indiqué un communiqué de l'Union.

Soulignant que ce projet « ambitieux est un plus qualitatif aux efforts d'édification de l'Algérie nouvelle qui mise sur l'instauration d'une

presse forte, professionnelle et responsable », l'Union a estimé que la nouvelle cité médiatique sera « un des principaux leviers » de cette presse en « assurant un environnement de travail à la pointe de la technologie et encourageant à la création, l'innovation et le professionnalisme, mais aussi reflète la véritable image de l'Algérie loin de toute dénaturation systématique exercée par certaines parties dernièrement ».

Pour l'Union, cette cité mé-

diatique permettra de « conférer un cachet réglementaire au travail médiatique qui sera en phase avec les dernières technologies. Elle assurera un nombre important d'emplois pour les diplômés de l'information et de la communication, et une concurrence entre les organes de presse avec un impact positif sur la qualité des contenus et des programmes ».

SÉTIF

Ouverture de 8 points de vente de vêtements de l'Aid cédés à des prix étudiés

Des espaces commerciaux destinés au shopping ont été ouverts lundi à Sétif dans le cadre d'une opération de solidarité offrant des tenues de l'Aid pour filles et garçons à des prix raisonnables et étudiés à travers 8 points de vente, a-t-on appris de la direction de wilaya du commerce et de promotion des exportations. Organisée en collaboration entre la direction de wilaya du commerce et de la promotion des exportations et de la coordination de wilaya de l'Union générale des commerçants et artisans algériens (UGCAA), l'opération constitue un prolongement aux marchés de proximité ouverts durant le mois sacré de Ramadhan 2023, a déclaré à l'APS l'inspectrice principale de la concurrence et des enquêtes économiques et chargée de communication et d'information auprès de la direction du commerce, Mme. Imène Garbab. Ces points proposent des tenues complètes avec un prix de solidarité estimé à 6.000Da pour le costume composé de toutes les pièces vestimentaires pour les enfants des deux sexes, toutes catégories d'âge confondues, selon la même responsable qui a rappelé que "ce prix est raisonnable et attractif comparativement aux prix des vêtements et des chaussures appliqués actuellement sur le marché". Les points de vente ouverts à cet effet sont situés à Souk El Asr (1), cité 1014 logements (2), cité Ouled Abraham (2), boulevard Zaâbar Ramdane (1), le deuxième étage du centre commercial Rais (1), et la cité 1006 logements (1), a précisé la même responsable, affirmant que "l'initiative est toujours ouverte pour les opérateurs économiques pour participer à cette action de solidarité". Première du genre dans la région, l'opération contribuera à consolider et faire répandre la culture de solidarité et renforcer également les liens d'union entre le peuple à travers la vente de vêtements de l'Aid pour enfants à des prix prenant en considération le pouvoir d'achat de plusieurs familles, a-t-on souligné. L'opération de solidarité se poursuivra jusqu'à la veille de l'Aid El Fitr, selon la direction de wilaya du commerce et de la promotion des exportations qui a appelé tous les opérateurs économiques dont les commerçants de détail et de gros ou autres importateurs de vêtements et de chaussures à adhérer et participer à cette initiative de solidarité, selon Mme. Garbab.

AÏN TÉMOUCHENT

Plus de 40 projets de développement pour la daïra de Hammam Bouhadjar

Les communes de la daïra de Hammam Bouhadjar (Aïn Temouchent) ont bénéficié, durant l'année en cours, de l'inscription de 44 opérations de développement dans le cadre du programme d'appui au développement social et économique des collectivités locales (ex-programme communal de développement), a-t-on appris, des services de la wilaya.

Lors des travaux du conseil de l'exécutif de la wilaya élargi, consacré à la situation du développement dans cette daïra, la cheffe de daïra de Hammam Bouhadjar, Naïma Ouhnia, a annoncé l'inscription de 19 opérations pour une enveloppe financière estimée à 117 millions DA au profit de la commune de Hammam Bouhadjar dont 50 % des projets sont destinés à la réhabilitation du réseau d'alimentation en eau potable et au raccordement au réseau d'assainissement. Pour sa part, la commune de Chentouf a été dotée d'une enveloppe financière de 67 millions DA pour la réalisation de 12 projets de développement, alors que 62 millions DA ont été alloués à la commune de

Berkeche pour la réalisation de 6 projets, ainsi que l'allocation de 60 millions DA à la commune de Hassasna pour la réalisation de 7 opérations de développement, dans le cadre du même programme, a expliqué la même responsable. Dans son examen de la situation du développement dans la daïra de Hammam Bouhadjar, le wali d'Aïn Temouchent, M'hamed Moumene, a insisté sur l'impératif de livrer les projets inscrits dans le cadre de ce programme avant la fin de l'année. Il a instruit les entreprises de réalisation d'instaurer le système de travail en H 24, au minimum celui des 2X8 et de respecter les délais de réalisation, ainsi que la qualité des travaux, ajoutant qu'en cas de défaillance, l'entreprise chargée des travaux sera exposée à la résiliation pure et

simple du contrat. Moumene a rappelé que les communes de la daïra de Hammam Bouhadjar avaient bénéficié d'une enveloppe financière de 612 millions DA pour prendre en charge les opérations de développement au profit de 9 groupements d'habitats, classés zones d'ombre, qui ont été achevées et qui ont contribué concrètement à l'amélioration du cadre de vie de leurs populations. Les communes de Hassasna, Oued Berkeche, Chentouf et Hammam Bouhadjar ont été renforcées, ces dernières années, d'un quota de 2.764 aides financières à l'habitat rural, dont 2.489 habitations ont été réalisées et les travaux se poursuivent pour concrétiser le restant du programme, selon la même source. La daïra a également vu, ces dernières an-

nées, la création de près de 594 projets d'investissement dans le cadre de l'Agence nationale d'appui à l'entrepreneuriat (ANAPE), 269 autres dans le cadre du dispositif de la Caisse nationale d'allocation de chômage (CNAC) et de 262 projets similaires financés par l'agence nationale de la gestion du micro-crédit, selon la même interlocuteur. Les différentes préoccupations relevées par les représentants de la société civile de la daïra de Hammam Bouhadjar ont porté, notamment, sur le renforcement de la région par des stations de traitement et dépollution des eaux (STEP) afin de les exploiter dans le domaine agricole, ainsi que sur des projets d'aménagement urbain, à travers de nombreux groupements d'habitat.

PERMANENCE DE L'AÏD EL-FITR À CONSTANTINE

Mobilisation de plus de 2 000 commerçants

La Direction du commerce et de la promotion des exportations de la wilaya de Constantine a réquisitionné 2.034 commerçants et opérateurs économiques publics et privés dans le cadre du programme des permanences de l'Aid el Fitr visant à assurer un approvisionnement régulier en produits alimentaires et services de large consommation, a-t-on appris lundi des responsables de la Direction locale. En effet, 2.034 commerçants et opérateurs économiques publics et privés ont été mobilisés pour assurer la permanence durant les deux (2) jours de l'Aid El-Fitr dont 997 commerces d'alimentation générale et de vente de légumes et fruits, 165 boulangeries, 140 pharmacies ainsi que 680 autres commerces répartis sur les douze (12) communes de la wilaya, a déclaré à l'APS la chef du service de l'orga-

nisation du marché auprès de la Direction du commerce et de la promotion des exportations de Constantine, Nabila Zebiri. Pas moins de 41 stations services, sept (7) minoteries et quatre (4) laiteries seront également opérationnelles dans le cadre de ce programme de permanence pour assurer la continuité de l'approvisionnement en produits alimentaires notamment ceux de large consommation durant l'Aid El-Fitr, a ajouté Mme Zebiri. Aussi, 35 équipes mobiles composées de 70 agents sont mobilisées pour contrôler les commerçants concernés par le programme de la permanence de l'Aid El Fitr, a-t-elle précisé. Il est à signaler que la répartition de ce nombre d'agents, à travers les douze (12) communes, se fera en étroite coordination avec les inspections du commerce au niveau des daïras.

MOBILISATION DE PLUS DE 2 000 COMMERÇANTS

Ouverture de 8 points de vente de vêtements de l'Aid cédés à des prix étudiés

La Direction du commerce et de la promotion des exportations de la wilaya de Constantine a réquisitionné 2.034 commerçants et opérateurs économiques publics et privés dans le cadre du programme des permanences de l'Aid el Fitr visant à assurer un approvisionnement régulier en produits alimentaires et services de large consommation, a-t-on appris lundi des responsables de la Direction locale. En effet, 2.034 commerçants et opérateurs économiques publics et privés ont été mobilisés pour assurer la permanence durant les

deux (2) jours de l'Aid El-Fitr dont 997 commerces d'alimentation générale et de vente de légumes et fruits, 165 boulangeries, 140 pharmacies ainsi que 680 autres commerces répartis sur les douze (12) communes de la wilaya, a déclaré à l'APS la chef du service de l'organisation du marché auprès de la Direction du commerce et de la promotion des exportations de Constantine, Nabila Zebiri. Pas moins de 41 stations services, sept (7) minoteries et quatre (4) laiteries seront également opérationnelles dans le cadre de ce programme de permanence pour assurer la

continuité de l'approvisionnement en produits alimentaires notamment ceux de large consommation durant l'Aid El-Fitr, a ajouté Mme Zebiri. Aussi, 35 équipes mobiles composées de 70 agents sont mobilisées pour contrôler les commerçants concernés par le programme de la permanence de l'Aid El Fitr, a-t-elle précisé. Il est à signaler que la répartition de ce nombre d'agents, à travers les douze (12) communes, se fera en étroite coordination avec les inspections du commerce au niveau des daïras.

BISKRA

"Portes ouvertes" sur les résultats de recherches en matière de développement des zones arides

Le Centre de recherche scientifique et technique des zones arides Omar El Barnaoui de Biskra organise dimanche et trois jours durant des journées portes ouvertes consacrées aux résultats de la recherche en matière de développement de ces régions pour assurer la sécurité alimentaire. Cette manifestation, prévue dans le cadre de la célébration de la Journée du Savoir (Youm El Ilm coïncidant avec le 16 avril), vise à donner un aperçu sur les efforts des chercheurs, leurs travaux, les séminaires scientifiques et les réalisations accomplies par le Centre qui peuvent être mises sur le marché, avec les partenaires économiques et sociaux, ont souligné les organisateurs. La tenue de ces journées permet égale-

ment d'organiser des débats sur des sujets importants, à l'instar des cultures stratégiques et des cultures adaptées aux zones arides, notamment le palmier dattier, ainsi que le rôle du Centre de recherche scientifique et technique des zones arides dans le développement de ces régions, a indiqué la même source. Les chercheurs présenteront des exposés sur les techniques culturales, l'alimentation des rendements, les procédés d'irrigation, la lutte contre les parasites et la prévention. Cette manifestation donnera lieu également à la signature de conventions entre le Centre de recherche scientifique et technique des zones arides, les opérateurs et les investisseurs économiques portant sur la recherche appliquée, ainsi que l'intégration de

technologies dans des projets d'investissement. Dans une allocution prononcée lors de l'ouverture des "journées portes" ouvertes, le directeur du Centre, Mohamed Seifallah Kachbar, a insisté sur l'importance de mettre en pratique, sur le terrain de la production, les résultats des recherches. Il a révélé que le Centre compte 138 chercheurs et six laboratoires traitant de l'eau, du sol et des végétaux. Les journées "portes ouvertes" qui se poursuivront jusqu'au 18 avril courant, accueillent des chercheurs de différents secteurs, des investisseurs et des opérateurs économiques de l'ensemble de la wilaya de Biskra.

LE « PLAN INDUSTRIEL VERT » DE L'UE

Échec programmé d'une transition incitative de marché

(Partie 1)

Sans surprises, le « Plan industriel vert » de l'Union européenne refuse toute logique de planification ou de redistribution. C'est sur une matrice incitative qu'il est fondé : une série d'entreprises seront éligibles à des fonds publics et leur accès aux financements de marché sera facilité.

Par Alexandra Gerasimcikova

Outre la confiance démesurée que ce plan accorde à l'hydrogène sur le plan de l'énergie, il est d'ores et déjà critiqué pour sa carence d'investissements publics dans le domaine des transports. Il consiste en effet à déverser des sommes considérables aux géants de l'automobile pour les inciter à transiter vers la voiture électrique... sans rien prévoir pour permettre aux Européens pauvres d'acheter ce bien destiné à une clientèle aisée. Ce plan, dont les maigres effets vertueux sont facilement réversibles – dans un contexte où les logiques austéritaires reprennent de l'ampleur – n'offre aucune réponse structurelle au défi de la transition énergétique.

En 2019, Ursula von der Leyen n'avait pas hésité à comparer le Green Deal européen au premier pas de l'homme sur la Lune. La présidente de la Commission européenne dévoilait alors l'objectif de faire de l'Europe le premier continent à atteindre la neutralité carbone. Ce Green Deal, basé sur des fondations fragiles, s'est avéré n'être qu'une énième séquence technocratique dont Bruxelles a le secret.

Les faibles sommes injectées n'ont pas été à la hauteur de l'objectif, et sa mise en œuvre a surtout penché en faveur des secteurs privé et financier, comme en attestent le choix de subventionner des projets jugés rentables pour les investisseurs. Le maigre budget censé compenser les effets de la décarbonation pour les régions dépendantes aux énergies fossiles était un signe : le Pacte vert ne servirait pas de moteur à une transition énergétique équitable.

Plus de trois ans ont passé, et Ursula von der Leyen relance aujourd'hui le Green Deal avec un

Plan industriel vert, qui prétend faire de l'Europe une figure de proue de l'objectif « zéro émission », en attirant sur le Vieux Continent les investissements dans les technologies propres. Ironie du sort, c'est à Davos, au Forum Économique Mondial, qu'a été annoncée cette initiative, de quoi enterrer les derniers espoirs de ceux qui comptaient sur l'Europe pour adopter une véritable juridiction écologique sur le plan industriel.

Le plan de l'UE est une réponse directe à l'Inflation Reduction Act (IRA), votée aux États-Unis. Cette dernière débloque un budget de 370 milliards de dollars dans l'optique de bâtir une économie fondée sur les énergies propres. La majorité des fonds prend la forme de crédits d'impôt, mais aussi de prêts et de subventions. Déjà inquiets de la place de la Chine dans plusieurs secteurs clés faibles en carbone, les États membres de l'UE voient maintenant cette juridiction américaine comme une menace supplémentaire pour la compétitivité de leurs entreprises. Celles-ci, contrariées par l'IRA, sont tentées de mettre les voiles outre-Atlantique pour fuir la flambée des prix de l'énergie en Europe et bénéficier d'un cadre fiscal plus avantageux. D'ores et déjà affaiblie par les conséquences de la pandémie sur les chaînes d'approvisionnement et par la crise de l'énergie provoquée par la guerre en Ukraine, Bruxelles a été forcée de réagir. Les autorités de l'UE élaborent les conditions d'un déblocage massif de subventions visant à favoriser les investissements européens dans les « technologies propres », à décarboner l'industrie, et à accélérer la « croissance verte ».

Pour ce faire, la Commission européenne a proposé le Net-Zero Industrial Act, pilier du Plan industriel vert, visant à assouplir l'octroi de permis afin d'accélérer les grands projets technologiques d'énergie propre. La

Commission table également sur un accès facilité aux financements, le renforcement des compétences (dont une proposition d'académies d'industries « zéro émission »), et l'ouverture du marché pour développer de nouvelles voies d'exportation pour l'industrie européenne verte, et s'assurer un accès aux matières premières.

Pour l'heure, l'UE ne dispose pas des liquidités suffisantes pour soutenir son plan, la Commission s'emploie donc à fluidifier et à accélérer les dépenses des États membres pour financer le Plan industriel vert. En temps normal, ces aides (considérées comme des ressources de l'État versées aux grandes entreprises sous forme de subventions, d'allègements fiscaux ou de participation publique) sont limitées par les règles de concurrence de l'Union au sein du marché intérieur.

Le faible budget censé compenser les effets de la décarbonation pour les régions dépendantes des énergies fossiles était un signe : le Pacte vert ne servirait pas de moteur à une transition énergétique équitable.

Les États membres peuvent également puiser dans les canaux d'investissements (comme InvestEU, REPowerEU, et le Fonds européen d'innovation). Les propositions visant à créer un nouveau fonds, elles, se heurtent aux désaccords entre les États, mais aussi aux limites du budget rachitique de l'Union européenne.

Plusieurs responsables de banques et d'institutions européennes en appellent à la création d'une Union des marchés de capitaux, ce qui permettrait d'ouvrir l'accès aux finances du secteur privé grâce à un marché européen des obligations. Dans ce domaine, l'UE est clairement en retard sur Washington : les prêts bancaires sont actuellement la principale source d'emprunt des entreprises par rapport aux marchés obligataires en Europe, et c'est l'inverse aux États-Unis. Avec l'objectif « zéro émission »,

le Plan tente de réconcilier « la planète avec le profit ». En réalité, il ne peut que nuire aux objectifs de décarbonation affichés par l'Europe. Il aura pour effet d'accroître des profits déjà farmineux par un apport de fonds publics – une distribution abondante de carottes, sans aucun bâton. Des multinationales comme Shell, Iberdrola ou Enel, déjà bénéficiaires de subventions record sur l'hydrogène, réclament déjà cette nouvelle enveloppe. De leur côté, la grande industrie qui subit la hausse des prix de l'énergie et fait face aux défis du « virage vert » compte également profiter du Plan pour prendre de l'avance sur ses concurrents globaux. Des géants comme le groupe sidérurgique ArcelorMittal ou le groupe chimique allemand BASF n'ont pas manqué d'enjoindre l'UE à suivre le modèle américain pour, eux aussi, recevoir davantage de fonds publics. En résumé, le Plan industriel vert consiste en une politique verticale de cadeaux au secteur privé ; le débat collectif visant à déterminer les besoins sociaux et écologiques du continent n'a pas même été ouvert...

Quand les oligopoles se repeignent en vert

Selon toute vraisemblance, le Plan industriel vert risque d'accroître le caractère monopolistique du marché du renouvelable, et d'intensifier la compétition aux technologies propres au sein des oligopoles existants. Le projet est centré sur les batteries électriques, les panneaux solaires, les éoliennes, les biocarburants, ainsi que les techniques de capture d'hydrogène et de carbone – aux côtés de techniques de stockage inefficaces, coûteuses et inapplicables à grande échelle, qui représentent un danger écologique et social, mais ont l'indéniable mérite d'accroître les profits des géants de l'énergie.

Source : lvsf.fr

BANQUE MONDIALE L'économie marocaine subit la pression des chocs d'offres

Après un fort rebond post-COVID-19 l'an dernier, l'économie marocaine a subi la pression croissante de chocs d'offres se chevauchant : une grave sécheresse couplée à la flambée des prix des matières premières qui ont nourri l'inflation. C'est ce que constate le dernier rapport de la Banque mondiale : Le Maroc face aux chocs d'offres.

La croissance économique du Maroc devrait s'accroître pour atteindre 3,1 % en 2023, grâce à un rebond du secteur primaire. Cependant, les risques de détérioration persistent en raison des tensions géopolitiques, notamment la guerre en Ukraine, la décélération des principaux partenaires commerciaux de la zone euro et les nouveaux chocs climatiques potentiels. Selon le rapport, la croissance réelle du PIB a chuté, passant de 7,9 % en 2021 à 1,2 % en 2022 (estimation), tandis que le déficit de la balance courante a augmenté de 2,3 % à 4,1 % du PIB.

Comme dans une grande partie du monde, la guerre en Ukraine, conjuguée à la réorganisation des chaînes d'approvisionnement mondiales, a favorisé une forte augmentation du taux d'inflation, l'inflation annuelle marocaine atteignant un pic de 8,3 % à la fin 2022.

Pour atténuer les répercussions de la hausse des prix des aliments et de l'énergie sur les ménages, le Maroc a adopté une série de mesures, notamment l'octroi de subventions générales sur certains produits de première nécessité et le maintien des prix réglementés préexistants. Cette approche a stabilisé les prix des biens et des services qui absorbent près d'un quart des dépenses moyennes des ménages, évitant ainsi une augmentation plus prononcée de la pauvreté. Cela aura nécessité la mobilisation de dépenses publiques supplémentaires, correspondant à presque 2 % du PIB.

Malgré ces mesures, ce sont les ménages modestes et vulnérables qui continuent de souffrir le plus de l'impact de la poussée inflationniste des prix alimentaires et autres prix. Les calculs présentés dans le rapport montrent que l'inflation annuelle a été pratiquement 30 % plus élevée pour les 10 % les plus pauvres de la population, par rapport aux 10 % les plus riches, principalement en raison de l'impact de la hausse des prix alimentaires qui représentent une part plus importante de dépenses chez les ménages les plus pauvres.

Le rapport établit également que la grande réforme de la protection sociale envisagée par le Royaume, permettra le ciblage des aides publiques aux ménages modestes et vulnérables.

« Les mesures récentes visant à contrer les chocs d'offres et à préserver le pouvoir d'achat des ménages marocains ont atténué l'impact dans une large mesure, et empêché que davantage de personnes ne tombent dans la pauvreté, affirme Jesko Hentschel, Directeur Pays de la Banque mondiale pour le Maghreb et Malte. Le déploiement prévu du système d'allocations familiales permettra au Maroc de cibler efficacement la population vulnérable de manière rentable et équitable afin de faire face aux hausses de prix d'une telle ampleur. »

FORMATION PROFESSIONNELLE EN TUNISIE S'adapter aux besoins des entreprises

A cause du manque d'informations, le secteur de l'emploi ne répond pas, hélas, aux espoirs des jeunes.

Afin d'en savoir plus à ce sujet, nous avons rencontré Slim Kaâbi, manager du bureau RAI, qui nous a indiqué que la nouvelle loi sur l'investissement du 30 septembre 2016 et les décrets d'application n'ont pas été assez clairs pour satisfaire les jeunes promoteurs.

L'emploi représente pour la plupart des Tunisiens une préoccupation majeure. A cause du manque d'informations, le secteur de l'emploi ne répond pas, hélas, aux espoirs des jeunes même si les plus audacieux d'entre eux ont pu réaliser des projets à travers des investissements difficilement acquis. D'après Slim Kaâbi, manager du bureau RAI, la nouvelle loi sur l'investissement du 30 septembre 2016 et les décrets d'application n'ont pas été assez clairs pour satisfaire les jeunes promoteurs.

« L'instance tunisienne d'investissement créée en 2016 aurait dû être une solution adéquate pour tout promo-

teur. Or, elle n'interviendrait que pour les mégaprojets dépassant le coût de 15 millions de dinars. En revanche, la Maison de l'investisseur, longtemps proposée, devrait assister les créateurs de projets dans leurs relations avec les administrations publiques », explique Kaâbi.

Formation d'ouvriers qualifiés

Tout projet, a-t-il indiqué, une fois créé, aurait besoin immédiatement d'ouvriers qualifiés, détenteurs de diplômes ou d'attestations de travail. « Il est à noter qu'un ouvrier, à grande expérience acquise et ne possédant pas de diplômes qualitatifs, peut subir un test auprès de l'Agence tunisienne de la formation professionnelle afin d'être recruté par une entreprise », mentionne le manager du bureau RAI. Il a fait savoir que les ouvriers qualifiés sont un capital inestimable pour l'entreprise industrielle. « L'Etat a créé des centres de formation professionnelle en fonction des be-

soins des opérateurs économiques, et ce, dans plusieurs secteurs dont l'électricité, le bâtiment, la mécanique auto, l'habillement, la menuiserie, la plomberie, la climatisation... » Selon Kaâbi, la formation professionnelle doit occuper une place de choix parmi les préoccupations de la jeunesse tunisienne. Cette formation concerne même les bacheliers en vue de former de hauts cadres techniques dans toutes les spécialités.

Des centres pour l'hébergement

D'autre part, Slim Kaâbi insiste sur l'importance de l'édification des structures d'hébergement dans les centres de formation professionnelle. Il suggère que les centres de formation professionnelle soient dotés de structures d'hébergement pour les stagiaires résidents loin des centres concernés. « D'ailleurs et depuis belle lurette, le centre de formation en mécanique auto à l'Ariana était doté d'une structure d'hébergement pour les sta-

giaires venant des gouvernats lointains. Il est à rappeler également que le centre de formation dans le secteur des chaussures sis dans cette même ville a formé des stagiaires de Libye dans les années 70 ».

L'édification de centres d'hébergement doit être incluse dans tout programme se rapportant au développement régional planifié. L'Etat a programmé la création d'un ministère chargé de la formation professionnelle pour satisfaire les besoins des entreprises qui nécessitent le recrutement d'ouvriers qualifiés. En outre, une agence de la formation professionnelle fut créée en juillet 1967. Kaâbi ajoute que le ministère de la Formation professionnelle et de l'Emploi est appelé à collaborer avec l'organisation patronale (Utica) afin de concevoir les besoins des entreprises en ouvriers hautement qualifiés.

MAURITANIE

Des équipes de terrain pour nettoyer la plage après l'échouage de mulets noirs

Le secrétaire général du ministère des Pêches et de l'Économie Maritime, par intérim, M. Dah Ould Aliyou, accompagné du wali de Dakhlet Nouadhibou, M. Mahi Ould Hamed, s'est rendu mardi sur les plages de Nouadhibou afin de s'enquérir des travaux des équipes de terrain chargées de nettoyer la plage après l'échouage des mulets noirs.

Le secrétaire général par intérim, a affirmé dans une déclaration à l'Agence mauritanienne d'information que cette mission, mandatée par le ministre des Pêches et de l'Économie maritime, est arrivée hier pour faire le point sur cette situation.

Il a ajouté que la situation n'est pas préoccupante et qu'elle se produit chaque année et est spécifique à un type de poisson, et que des experts travaillent à la préparation d'analyses et que des échantillons de poisson et de sol ont été prélevés pour examen.

La présence de mulets échoués ne se limitait pas à la plage de la partie nord de la baie de Nouadhibou dans cette zone, mais incluait également celle de Nejmeh et la plage de Cansado.

Cette situation a nécessité l'intervention rapide des équipes scientifiques de l'Institut mauritanien des recherches océanographiques et des pêches (IMROP), qui a permis de réaliser des

analyses en laboratoire sur l'eau de mer et de disséquer des échantillons de ce type de poissons.

Le Dr Wane Moulaye Mohamed, responsable du secteur de l'écologie à l'Institut Mauritanien des recherches océanographiques et des pêches, a confirmé que les analyses sont en cours d'approfondissement dans les laboratoires de l'institut et à l'étranger, après que les analyses préliminaires qui ont été évaluées au niveau de l'institut aient montré que les poissons morts n'étaient pas en train de se reproduire et que leurs organes internes étaient normaux, bien que le niveau de graisse faible à jeun.

LIBYE

Le gouvernement fustige un rapport de l'ONU sur les violations des droits des migrants

Le gouvernement libyen, basé à Tripoli, a rejeté un rapport de l'ONU portant sur les violations des droits des migrants dans le pays.

Un rapport d'une mission d'enquête des Nations unies fait état de crimes contre l'humanité commis à l'encontre de migrants en Libye, notamment à l'encontre de femmes réduites en esclaves sexuelles.

La mission des Nations unies a indiqué que ses enquêteurs avaient recueilli près de 2 800 informations faisant état de nombreux cas d'abus commis à l'encontre de migrants, notamment des détentions arbitraires, des meurtres, des tortures, des viols, de la réduction en esclavage, de l'esclavage sexuel, des exécutions extrajudiciaires et des disparitions forcées. Le ministère libyen

des affaires étrangères a demandé à la mission de l'ONU de présenter aux autorités les informations dont elle dispose sur les victimes de violences et d'esclavage sexuel.

Le ministère a déclaré que le rapport de l'ONU mettait en doute la capacité des institutions libyennes à faire face à ce problème de manière professionnelle.

"La situation dans les centres de détention où les migrants sont retenus nécessite un soutien international, et il ne faut pas que le gouvernement libyen soit le seul à s'occuper de cette question", a ajouté le ministère. La Libye est considérée comme l'un des principaux points de transit pour les migrants en route vers l'Europe en quête de meilleures conditions de vie.

EN MATIÈRE D'INCLUSION FINANCIÈRE

La taxation du mobile money risque de freiner les progrès en Afrique

Alors que le mobile money a transformé la vie de centaines de millions d'Africains et boosté la croissance économique sur le continent, la taxation des transactions représente un défi majeur pour la pérennité de ce service et pour les progrès qu'il génère en termes d'inclusion financière.

Les taxes sur les transactions de mobile money auxquelles recourent certains Etats africains pour tenter de renflouer leurs caisses risquent de freiner les progrès réalisés en matière d'inclusion financière sur le continent, selon un plaidoyer publié le 31 mars dernier par l'opérateur sud-africain de téléphonie mobile Vodacom Group.

Le rapport souligne que le succès fulgurant des services d'argent mobile déployés depuis plusieurs années dans de nombreux pays africains a conduit les gouvernements à instaurer des taxes sur les transactions de mobile money dans l'espoir d'augmenter leurs recettes fiscales. Ces taxes ont cependant impacté négativement les consommateurs. D'autant plus qu'elles ont été appliquées sans discernement aux transactions de détail de faible valeur, réalisées par des personnes à revenu modeste.

Etant donné que l'accessibilité et l'abordabilité constituent les principaux atouts de l'argent mobile sur le continent par rapport aux services financiers traditionnels, les taxes ont ré-

duit considérablement le volume et la valeur des transactions dans plusieurs pays. Les populations non bancarisées qui utilisent le mobile money sont en effet très sensibles aux coûts des transactions, de sorte qu'une augmentation même marginale des frais associés à l'utilisation de ces services pourrait les rendre inabornables.

Une augmentation marginale des recettes fiscales

En Tanzanie, où les services de mobile money ont permis l'inclusion financière d'environ 16 millions de personnes entre 2015 et 2021, le gouvernement a introduit le 15 juillet 2021 une taxe sur les transactions de transfert et de retrait d'argent mobile, à l'exception des transactions de paiement impliquant les commerçants, les entreprises et le gouvernement. Cette taxe a engendré des baisses respectives du volume et la valeur des transactions de 17 % et de 28 % entre le 15 juillet et le 30 août 2021, ce qui a obligé les autorités à réduire à trois reprises le taux d'imposition en septembre 2021, puis en juillet et en septembre 2022. Au Ghana, où le nombre des

utilisateurs actifs de mobile money a augmenté de 16% entre 2016 et 2019, l'introduction d'une taxe de 1,5% sur les transferts, les paiements, les retraits d'argent réalisés via les comptes d'argent mobile en mai 2022, a également provoqué une réduction sensible du volumes et de la valeur transactions, étant donné qu'un nombre important d'utilisateurs sont revenus aux transactions en espèces.

Cette taxe n'a également augmenté que d'une façon très marginale les recettes fiscales du pays. La projection initiale du gouvernement ghanéen était de collecter 7 milliards de cédés (582 millions de dollars) entre mai et juillet grâce à cette taxe baptisée « e-levy », mais le montant collecté n'a pas finalement dépassé 611 millions de cédés durant cette période, soit moins de 10% du montant ciblé.

Outre ses effets néfastes sur les consommateurs, Vodacom Group note que la taxation des transactions de mobile money pourrait entraver la capacité des opérateurs télécoms à réaliser des investissements. En Afrique subsaharienne, ces opérateurs sont déjà confron-

tés à des niveaux d'imposition élevés englobant la fiscalité générale (impôts sur le bénéfice, impôts sur les sociétés, taxe sur la valeur ajoutée) et la taxation spécifique au secteur de la téléphonie mobile comme les droits d'accise de 17 % sur le temps de communication.

Prendre en considération le principe de l'équité fiscale

Vodacom Group recommande dans ce cadre aux gouvernements de prendre en considération le principe de l'équité fiscale dans leurs stratégies de taxation du mobile money, afin de ne pas exacerber les fractures sociales en pénalisant les personnes à faible revenu, et de ne pas freiner les précieux gains réalisés en matière d'inclusion financière.

Le rapport rappelle par ailleurs que le mobile money a eu des effets très bénéfiques sur l'inclusion financière en Afrique, où l'Association mondiale des opérateurs de téléphonie (GSMA) a recensé 621 millions de comptes d'argent mobile à la fin de l'année 2021. Ce chiffre représente 1,3 fois le nombre de comptes bancaires sur le continent.

TOGO

Après une baisse en février, l'inflation est repartie à la hausse en mars

Au Togo, le taux d'inflation pour le mois de mars 2023 était de 7,1%, en légère hausse mensuelle de 0,7% après la baisse notée en février, selon les données publiées par l'Institut national de la statistique, et des études économiques et démographiques (INSEED). Cette situation est principalement tirée par la hausse des prix des produits alimentaires (+1,3%) et des services tels que les restaurants et les hôtels (+0,8%). Elle est également portée par les coûts du logement, de l'eau, du gaz, de l'électricité et des autres combustibles (+0,7% dans leur ensemble), ainsi que des articles d'habillement et des chaussures (+0,3%).

En termes de produits alimentaires, les postes de consommation ayant connu la plus forte augmentation de prix sont les poissons et autres produits séchés ou fumés (+5,8%), les agrumes (+16,9%), les tubercules et le plantain (+8,8%), les céréales non transformées (+1,5%) et autres fruits frais (+12,2%). Cependant, certains types de produits ont globalement enregistré une baisse de coûts le mois dernier, notamment les boissons alcoolisées, le tabac et les stupéfiants, ainsi que les biens et services divers.

En excluant les coûts des produits alimentaires et les produits frais, l'inflation sous-jacente a augmenté de 0,3%. Cependant, la variation mensuelle de l'indice hors énergie et hors produits frais a enregistré une légère baisse de 0,1%.

En ce qui concerne la provenance des produits, il faut relever que les prix des produits locaux ont augmenté de 0,7%, un peu plus que les produits importés, qui ont augmenté de "seulement" 0,4%. Il faut noter que malgré les attentes d'amélioration de l'inflation au Togo, les niveaux généraux des prix reflètent encore les pressions économiques et les distorsions exercées par le contexte général au niveau mondial, marqué encore par des défis en approvisionnement et une hausse généralisée des prix. Ainsi, en glissement annuel, le niveau général des prix a progressé de 6,3% par rapport à mars 2022. Une hausse attribuable, selon l'INSEED, à l'évolution des coûts des produits de consommation (à l'exception des coûts de communication).

Pour rappel, le gouvernement togolais s'attend à une baisse de l'inflation, en amélioration par rapport à la situation qui prévalait en 2022. On espère ainsi, d'ici la fin de l'année, une baisse à 6,8% en 2023, contrairement aux 7,6% enregistrés en 2022, ceci dans un contexte de "regain de croissance économique", en progression attendue de 80 points de base, pour s'établir à 6,6% de croissance en 2023, après 5,8% en 2022 et 6% en 2021.

POUR RESTAURER DES PAYSAGES FORESTIERS DÉGRADÉS EN AFRIQUE

Le World Resources Institute mobilise 100 millions \$

Les fonds serviront à encourager la plantation d'arbres dans le bassin du lac Kivu et de la rivière Rusizi, situé à cheval sur la RD Congo, le Burundi et le Rwanda, ainsi que dans la ceinture de cacao au Ghana et la grande vallée du Rift au Kenya.

Le World Resources Institute (WRI, Institut des ressources mondiales) a annoncé, dans un communiqué publié lundi 17 avril, avoir obtenu un financement de 100 millions de dollars, qui servira à restaurer des paysages dégradés en Afrique au cours des quatre prochaines années.

Le financement a été mobilisé auprès d'Audacious Project, une initiative de financement collaboratif soutenue par des organisations philanthropiques de premier plan comme les fondations Bill & Melinda Gates, l'organisation caritative Emerson Collective et la Fondation Skoll, a-t-on précisé de même source.

Les fonds seront utilisés pour encourager la plantation

d'arbres dans le bassin du lac Kivu et de la rivière Rusizi, situé à cheval sur la RD Congo, le Burundi et le Rwanda, ainsi que dans la ceinture de cacao au Ghana et la grande vallée du Rift au Kenya.

Ce financement est aligné sur les objectifs de l'AFR100 (African Forest Landscape Restoration), une initiative lancée par l'Union africaine (UA) pour la restauration de 100 millions d'hectares (soit 1 million km²) de paysages dégradés et déboisés, d'ici 2030. Cette initiative lancée en 2015 n'a pas enregistré des progrès notables, en raison notamment du manque de financements.

Organisation indépendante qui œuvre pour la protection de l'environnement, le World Resources Institute avait déjà obtenu, en novembre 2022, 50 millions de dollars auprès du Bezos Earth Fund, le fonds du milliardaire américain Jeff Bezos dédié à la lutte contre le changement climatique, pour restaurer des terres déboisées en Afrique.

PRODUITS DE CONSOMMATION

Mobilisation de 100 millions \$ pour restaurer des paysages forestiers dégradés en Afrique

Les fonds serviront à encourager la plantation d'arbres dans le bassin du lac Kivu et de la rivière Rusizi, situé à cheval sur la RD Congo, le Burundi et le Rwanda, ainsi que dans la ceinture de cacao au Ghana et la grande vallée du Rift au Kenya.

Le World Resources Institute (WRI, Institut des ressources mondiales) a annoncé, dans un communiqué publié lundi 17 avril, avoir obtenu un financement de 100 millions de dollars, qui servira à restaurer des paysages dégradés en Afrique au cours des quatre prochaines années.

Le financement a été mobilisé auprès d'Audacious Project, une initiative de fi-

ancement collaboratif soutenue par des organisations philanthropiques de premier plan comme les fondations Bill & Melinda Gates, l'organisation caritative Emerson Collective et la Fondation Skoll, a-t-on précisé de même source.

Les fonds seront utilisés pour encourager la plantation d'arbres dans le bassin du lac Kivu et de la rivière Rusizi, situé à cheval sur la RD Congo, le Burundi et le Rwanda, ainsi que dans la ceinture de cacao au Ghana et la grande vallée du Rift au Kenya.

Ce financement est aligné sur les objectifs de l'AFR100 (African Forest Landscape Restoration), une initiative lancée par

l'Union africaine (UA) pour la restauration de 100 millions d'hectares (soit 1 million km²) de paysages dégradés et déboisés, d'ici 2030. Cette initiative lancée en 2015 n'a pas enregistré des progrès notables, en raison notamment du manque de financements.

Organisation indépendante qui œuvre pour la protection de l'environnement, le World Resources Institute avait déjà obtenu, en novembre 2022, 50 millions de dollars auprès du Bezos Earth Fund, le fonds du milliardaire américain Jeff Bezos dédié à la lutte contre le changement climatique, pour restaurer des terres déboisées en Afrique.

REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE

WILAYA DE MEDEA
DAIRA DE : El omaria
COMMUNE DE : BAATA
N.I.F.N° : 098426245024132

AVIS D'APPEL D'OFFRE OUVERT AVEC EXIGENCE DE CAPACITES MINIMALES N°01/2023

Le président de L'APC de BAATA lance un avis d'appel d'offre ouvert avec exigence de capacités minimales N°01/2023 pour réaliser le projet suivant :

- ❖ Complètes suivi et réalisation de la route reliant route nationale N°64 et école moyenne saïdoune rabih à une distance de 1,360 km – partie de réalisation

Les entreprises intéressées par le présent avis d'appel d'offre ouvert avec exigence de capacités minimales peuvent retirer le cahier des charges auprès du bureau de Bureaux des Marchés Publics de l'APC de BAATA contre un paiement d'une somme de : 3.000,00 DA.

Les dossiers de soumission doivent comprendre

"un dossier de candidature", "une offre technique" et "une offre financière"

Sont insérés dans des enveloppes séparées et cachetées, indiquant la dénomination de l'entreprise, latérence et l'objet de l'appel d'offres ainsi que la mention « dossier de candidature », « offre technique » ou « offre financière », selon le cas. Ces enveloppes sont mises dans une autre enveloppe cachetée et anonyme, comportant la mention :

« à n° ouvrir que par la commission d'ouverture des plus et d'évaluation des offres - appel d'offres N°01/2023 objet de l'appel d'offres »

Les offres doivent être accompagnées des pièces suivantes:

A- dossier de candidature :

1. Une déclaration de candidature remplie singlé - datée et cachetée.
2. Déclaration de probité remplie singlé - datée et cachetée
3. Cahier des Instructions aux soumissionnaires remplis datés et cachetés Portant à la dernière page la mention manuscrite " lu et accepté "
4. Copie du statut pour les sociétés.
5. Documents relatifs aux pouvoirs habilitant les personnes à engager l'entreprise.
6. Copie de certificat de qualification et de classification professionnelle (en cours de validité) activité principale travaux public (4 eme catégorie
7. Les moyens physiques (matériels) justifiant suivant les clauses du cahier des charges et un PV de l'huissier de justice n'excédant pas un (01) an.
8. La liste nominative des assurés signés et cachetés * les attestations de succès ou les attestations de la capacité professionnelle * les attestations individuelles d'affiliation à la CNAS de chaque assuré.
9. Les références professionnelles "attestations de bonne exécution de l'entreprise", par le maître d'ouvrage
10. Copies des bilans financiers des 03 dernières années (2019-2020-2021) au (2020-2021-2022) avec chiffre d'affaire 10.000.000.00 DA.
11. Copie du registre de commerce électronique.
12. Extrait de casier judiciaire Original datant au moins de 03 mois.
13. Copies des Attestations de mise à jour des cotisations CNAS - CASNOS - CACORATPH (en cours de validité).
14. Copie d'extrait de rôle de l'entreprise approuvé tabulaire datant au moins de 03 mois.
15. Copie de l'Attestation de dépôt légal des comptes sociaux pour les sociétés
16. Copie de la carte fiscale.

Conformément à l'article 69 du décret présidentiel n° 15-247 du 16 septembre 2015 portant réglementation des marchés publics et des autorisations d'initiative publique, les pièces susvisées numérotées de 11 à 16 justifiant les informations contenues dans la déclaration de candidature ne sont demandées qu'au titulaire de l'offre, qui doit la soumettre dans un délai maximum de 10 jours à compter de la date de notification et en tout état de cause avant la publication de l'avis d'octroi temporaire.

B- offre technique :

- ❖ La déclaration à soumettre remplie singlé - datée et cachetée
- ❖ Cahier des clauses administratives générales (C.A.G) signés datés et cachetés ; Portant à la dernière page la mention manuscrite " lu et accepté "
- ❖ Cahier des prescriptions techniques (C.P.T) signés datés et cachetés ; Portant à la dernière page la mention manuscrite " lu et accepté "
- ❖ Cahier des prescriptions spéciales (C.P.S) signés datés et cachetés ; Portant à la dernière page la mention manuscrite " lu et accepté "
- ❖ Planning de réalisation des travaux et délais d'exécution signés et cachetés.
- ❖ Un mémoire technique rempli singlé - datée et cachetée

C- offre financière :

- ❖ Lettre de soumission dûment remplie singlé - datée et cachetée.
- ❖ Le bordereau des prix unitaires dûment rempli - signé - daté et cacheté
- ❖ Divers quantitatifs et estimatifs détaillés dûment rempli - signé - daté et cacheté
- La durée de préparation des offres est fixée à Vingt et Un (21) jours à compter de la date de la première parution de l'avis d'appel d'offre dans le bulletin officiel des marchés de l'opérateur public (BOMOP) et ou, dans deux Quotidiens nationaux.
- Les offres doivent être déposées auprès de Monsieur le président de l'APC de BAATA (bureau de secrétaire général).
- La date de dépôt des offres est fixée au dernier jour de la préparation des offres de 8.30 à 11.00h
- L'ouverture des plus aura lieu le dernier jour de délai de dépôt des offres à 11 h00 au siège de l'APC de BAATA en présence des soumissionnaires
- Si ce jour coïncide avec un jour férié ou un jour de repos légal, la durée de préparation des offres est prorogée jusqu'au jour ouvrable suivant.
- Les entreprises soumissionnaires resteront engagées par leurs offres pendant 03 mois à compter de la date limite de dépôt des offres.

Les Enjeux
Eco

**Le quotidien
de l'Economie**

Les Enjeux
Eco

Publicité

Appelez le

06 98 16 55 54

ROYAUME-UNI

L'inflation ralentit à peine en mars

L'inflation au Royaume-Uni a ralenti moins vite que prévu en mars et le pays est le seul d'Europe de l'Ouest à avoir enregistré une inflation à deux chiffres le mois dernier, selon des données publiées mercredi, ce qui renforce le scénario d'un nouveau relèvement des taux de la Banque d'Angleterre (BoE) en mai.

Les prix à la consommation au Royaume-Uni ont ralenti à 10,1% en rythme annuel, après une hausse de 10,4% en février, a indiqué l'Office des statistiques nationales (ONS).

Les économistes interrogés par Reuters prévoient un ralentissement à 9,8% en mars contre un pic de 41 ans inscrit en octobre à +11,1%.

Dans le détail, les prix des denrées alimentaires et des boissons non alcoolisées ont bondi de 19,1% en mars, ce qui représente la plus forte hausse depuis août 1977. Les prix du lait, du sucre et de l'huile d'olive ont progressé d'environ 40% sur un an. Malgré le ralentissement des prix à la consommation observé en mars, le taux d'inflation britannique reste le plus élevé d'Europe de l'Ouest, tandis que le pays est le seul de la région à avoir affiché le mois dernier une hausse à deux chiffres. Ces données donnent à penser que la Grande-Bretagne pourrait souffrir d'une inflation élevée pendant une période plus

longue que d'autres pays en raison d'une baisse de la main-d'œuvre à la suite de la pandémie de COVID-19, d'une forte dépendance au gaz naturel pour l'électricité et le chauffage, et des tensions liées au Brexit.

L'inflation de base, qui exclut les prix volatils de l'énergie et des denrées alimentaires, s'est maintenue en mars à 6,2%, alors que le consensus Reuters prévoyait un ralentissement à 6,0%.

Les investisseurs tablent désormais avec une probabilité de 95% sur un relèvement des taux de la BoE le mois prochain, contre une probabilité de 80% mardi. La livre sterling s'est appréciée par rapport au dollar et les prix des obligations d'Etat britanniques sont tombés à leur plus bas niveau depuis le début du mois de mars. "Il est désormais évident que le Royaume-Uni est confronté à un problème d'inflation plus grave et plus persistant que le reste de l'Europe et des Etats-Unis", a déclaré Ed Monk, directeur associé chez le gestionnaire d'actifs Fidelity International.

"Les hausses de prix s'avèrent plus difficiles à neutraliser et il est presque certain que la Banque d'Angleterre augmentera encore les coûts d'emprunt d'au moins un quart de point", a-t-il ajouté.

L'inflation dans les services, qui est un indicateur de la pression des prix intérieurs, n'a pas non plus baissé en mars.

"Ces chiffres soulignent exactement la raison pour laquelle nous devons poursuivre nos efforts pour réduire l'inflation afin d'alléger la pression sur les ménages et les entreprises", a déclaré le ministre des Finances, Jeremy Hunt.

La semaine dernière, le Fonds monétaire international (FMI) a indiqué que l'inflation britannique se situerait en moyenne à 6,8% cette année, soit le taux le plus élevé de toutes les grandes économies avancées. Le mois dernier, la BoE a dit s'attendre à ce que l'inflation "baisse de manière significative" au deuxième trimestre. En février, elle avait prévu une inflation de 9,2% en mars.

ONU

Reprise des inspections de navires de céréales ukrainiennes

Les inspections de navires transportant des céréales en provenance des ports ukrainiens de la mer Noire ont repris dans le détroit du Bosphore après deux jours de pourparlers, a annoncé mercredi une porte-parole du centre de coordination conjoint (JCC) de l'Onu à Istanbul.

Les deux pays ont accepté l'inclusion de nouveaux navires dans cet accord et les "équipes d'inspection sont déjà à l'oeuvre", a dit Ismini Palla. Le vice-Premier ministre ukrainien Oleksandr Koubakov a pour sa part écrit sur Facebook que "les inspections de navires sont en train de reprendre malgré les tentatives de (la Fédération de Russie) d'entraver l'accord". Oleksandr Koubakov se trouve en Turquie pour discuter de l'avenir de l'Initiative céréalière de la mer Noire, un accord conclu en juillet entre l'Ukraine et la Russie sous médiation turque et onusienne. Cette initiative vise à permettre les exportations de produits agricoles ukrainiens et russes malgré l'invasion russe de l'Ukraine, dans le but d'éviter une crise alimentaire mondiale. La Russie a dit avoir accepté une prolongation de cet accord jusqu'au 18 mai seulement. L'Ukraine et l'Onu considèrent que l'accord sera encore valable 60 jours après cette date et elles souhaitent parvenir à un compromis en ce sens avec Moscou.

D'après Kyiv, les inspecteurs russes ont récemment commencé à bloquer le passage des navires censés transporter les céréales en provenance des ports ukrainiens. Le ministre ukrainien de l'Agriculture, Mykola Solsky, a déclaré mercredi que la Russie s'efforçait de compliquer la situation de l'Ukraine au moment où la Pologne, la Hongrie et la Slovaquie bloquent les importations de céréales et de produits agricoles ukrainiens pour préserver leurs propres agriculteurs. "À l'évidence, les Russes n'ont pas pu s'empêcher de tirer profit de ces nuances aux frontières occidentales (de l'Ukraine)", a-t-il dit à des journalistes.

Cité par l'agence de presse RIA, le ministère russe de l'Agriculture a pour sa part déclaré que l'Ukraine et les Nations unies compliquaient les inspections de navires.

L'Ukraine et la Pologne sont parvenues mardi à un accord sur une

reprise du transit des céréales ukrainiennes via le territoire polonais à partir de vendredi. La Pologne comme la Hongrie et la Slovaquie maintiennent toutefois une interdiction d'importer des céréales ukrainiennes pour leur marché intérieur.

ALLEMAGNE

Appel à une nouvelle grève ferroviaire vendredi

Les salariés du secteur ferroviaire en Allemagne sont de nouveau appelés à la grève vendredi pour peser dans les négociations salariales dans un contexte de forte inflation, a annoncé mercredi le syndicat des cheminots EVG. «Nous devons augmenter la pression sur les employeurs qui pensent pouvoir ignorer les revendications de leurs employés», a indiqué le syndicat dans un communiqué, après un précédent mouvement de grève organisé fin mars. La grève de vendredi doit durer de 03H00 à 11H00 locales à travers tout le pays. «Il ne s'agit pas de punir les passagers à l'approche du week-end, mais d'augmenter la pression sur l'employeur qui n'a pas fait d'offre acceptable», a déclaré Cosima Ingenschay, d'EVG, lors d'une conférence de presse en ligne.

Le syndicat s'adresse à un total de 230.000 salariés d'une cinquantaine d'entreprises incluant principalement l'opérateur ferroviaire public allemand Deutsche Bahn. Il exige une augmentation de 12% sur douze mois pour ces salariés, ou une hausse minimum de 650 euros, et refuse la prime d'inflation ponctuelle proposée par le patronat. Bien que l'inflation ait ralenti à 7,4% en mars, loin du pic de 8,8% d'octobre dernier, elle reste très élevée.

À L'APPROCHE DU SCRUTIN PRÉSIDENTIEL

La livre turque au plus bas niveau de son histoire

La devise est tombée à 19,5996 livres pour un dollar, du jamais vu depuis l'introduction de la nouvelle livre, en janvier 2005, amputée de six zéros par rapport à sa valeur antérieure. Depuis la dépréciation accélérée de la monnaie turque, fin 2021, le gouvernement a mis en place des mesures pour soutenir la livre, rongée par l'inflation et les sorties de capitaux. «Cela a échoué», souligne Mike Harris, du cabinet de conseil Cribstone Strategic Macro. «Ce n'est pas une politique tenable». Même si l'inflation a déceléré de façon continue depuis cinq mois, elle ressortait encore à 50,51% sur un an en mars. Parallèlement, alors que la plupart des grandes économies ont procédé à des resserments monétaires brutaux pour juguler la flambée des prix, la Turquie les a, elle, en revanche,

réduit drastiquement. Le principal taux directeur de la banque centrale turque (TCMB) a ainsi été abaissé de 14% à 8,5% depuis août dernier, sous l'impulsion du président Recep Tayyip Erdogan, selon lequel les taux d'intérêt élevés favorisent l'inflation, ce qui contredit toutes les théories économiques dominantes. Les analystes de JPMorgan tablent désormais sur une glissade de la devise jusqu'à 24 livres, voire 25, pour un dollar, même en cas d'alternance politique. Le principal adversaire de M. Erdogan lors du scrutin présidentiel du 14 mai, Kemal Kılıçdaroglu, promet, en cas de victoire, de revenir à une forme d'orthodoxie économique et de restaurer l'indépendance de la banque centrale. Le bilan économique du président sortant a contribué à affaiblir sa candida-

ture à une réélection, au point que les derniers sondages donnent désormais un léger avantage à son principal opposant.

En cas de succès de M. Kılıçdaroglu, «cela va donner le sentiment, sur le plan international mais aussi intérieur, que la Turquie est de retour» économiquement, selon Mike Harris. «Il y a beaucoup de déséquilibres dans cette économie, mais si la confiance est là et que les investissements se matérialisent, je vois la monnaie s'apprécier en termes réels (hors inflation)». «Cela ne sera pas facile de faire descendre l'inflation», prévient-il néanmoins. En cas d'alternance, les analystes de JPMorgan tablent sur une envolée du taux directeur jusqu'à 30% au troisième trimestre pour juguler la flambée des prix.

ROYAUME-UNI

Le taux de chômage monte à 3,8% à fin février

Le taux de chômage est monté à 3,8% pour les trois mois achevés fin février au Royaume-Uni, contre 3,7% pour les trois mois précédents, en raison notamment d'une baisse du taux d'inactivité, indique mardi l'Office national des statistiques (ONS). C'est la première hausse du taux de chômage depuis les trois mois achevés en octobre, selon ce rapport mensuel de l'ONS.

Les personnes qui cherchent du travail depuis plus de six mois ont largement contribué à l'augmentation du taux de chômage, précise l'ONS, à l'heure où le Royaume-Uni flirte avec la récession. Darren Morgan, directeur des statistiques économiques à l'ONS, souligne que «le nombre de jours travaillés perdus à cause des grèves est remonté en février après avoir chuté en janvier, mais pas aux niveaux observés avant Noël».

Le Royaume-Uni est secoué par une série de mouvements sociaux depuis des mois dans divers secteurs, de la santé à l'enseignement en passant par les transports, la poste ou la fonction publique, pour réclamer des revalorisations salariales face à une inflation de plus de 10%. Les salaires continuent en effet de croître mais moins que les prix, et le pouvoir d'achat continue donc de reculer, précise M. Morgan. «Si le chômage reste proche de ses plus bas historiques, la hausse des prix continue de manger les revenus et c'est pour cela que diviser l'inflation par deux cette année est l'une de nos priorités économiques», a commenté le ministre des Finances Jeremy Hunt, dans un communiqué.

QATARGATE

Le Parlement européen restreint les possibilités de lobbying des anciens députés

Le Bureau du Parlement européen a annoncé ce lundi qu'il allait interdire aux anciens eurodéputés d'exercer une activité de lobbying auprès du Parlement pendant une période de six mois à partir de la fin de leur mandat. Une réponse au scandale du Qatargate dans lequel la Vice-présidente du parlement Eva Kaili et l'ancien eurodéputé Pier Antonio Panzeri sont soupçonnés d'avoir influencé l'institution au profit du Qatar de manière illégale.

Bruxelles a décidé de frapper fort en réaction au scandale du Qatargate survenu en décembre 2022. Le Bureau du Parlement européen a décidé ce lundi d'interdire aux anciens eurodéputés de faire du lobbying à Bruxelles moins de six mois après avoir quitté leur poste.

«À la suite de l'approbation par les présidents de groupes politiques du Parlement du plan de réforme proposé par la présidente (du Parlement Roberta Metsola), le Bureau a adopté la première décision d'exécution révisant les règles applicables aux anciens députés au Parlement européen», a indiqué l'institution dans un communiqué. Cette décision, qui entrera en application le 1er mai, modifie les règles actuelles, datant de 1999, sur les prérogatives accordées aux anciens eurodéputés. Elle introduit donc une «période de réflexion» de six mois pour les anciens députés. «Passé ce délai, si d'anciens députés décident de mener des activités de lobbying ou de représentation auprès du Parlement européen, ils doivent s'inscrire au registre de transparence. Par conséquent, ils ne bénéficieront pas des droits d'accès et des facilités qui leur sont accordés en tant qu'anciens membres», souligne l'institution.

AU COURS D'UNE SÉANCE CHARGÉE EN RÉSULTATS DE SOCIÉTÉS Wall Street vire légèrement dans le rouge

Les indices de la Bourse de New York, qui avaient ouvert divisés mardi, journée chargée en résultats de sociétés, ont glissé légèrement dans le rouge, en cours de séance. Vers 14h40 GMT, l'indice Dow Jones reculait de 0,49%, le Nasdaq cédait 0,16% et l'indice élargi S&P 500 se repliait de 0,15%.

La veille Wall Street avait conclu en légère hausse une séance hésitante aux faibles échanges.

L'indice Dow Jones avait gagné 0,30% à 33.987,18 points, le Nasdaq, à dominante technologique, avait progressé de 0,28% à 12.157,72 points et le S&P 500 de 0,33% à 4.151,32 points.

Mardi, les investisseurs ont réagi à de nouveaux résultats bancaires. Bank of America cédait 1,23% malgré des résultats supérieurs aux prévisions. La deuxième plus grande banque des Etats-Unis par la taille des actifs a vu son chiffre d'affaires grimper de 13% au premier trimestre, dopé par une hausse de 25% des revenus nets d'intérêt. En revanche le montant des dépôts a reculé de 8% par rapport à il y a un an.

Goldman Sachs, affecté par la baisse des résultats de ses banquiers d'affaires et de ses courtiers au premier trimestre, a fait part d'une baisse de son chiffre d'affaires (-5%) comme de ses bénéfices (-19%). Le titre de la banque d'affaires chutait de 2,22% à 14h40 GMT).

Le laboratoire pharmaceutique Johnson & Johnson (J&J) a publié une perte nette de 68 millions de dollars au cours des trois premiers mois de l'année, liée à des frais de litige, mais a relevé ses objectifs pour 2023 après des ventes robustes.

Le groupe qui vient d'annoncer un accord de 8,9 milliards de dollars pour solder des milliers de plaintes liées à la vente de son talc accusé d'avoir causé des cancers, a provisionné 6,9 milliards de dollars de frais de règlement de litige. L'action cédait de 2,25%.

Après la fermeture du marché, les investisseurs guetteront les résultats financiers de Netflix dont l'action était stable (-0,11% vers 14h00 GMT) et ceux de la compagnie aérienne United Airlines (+0,50%).

Ailleurs à la cote, Tesla, qui doit annoncer ses résultats mercredi, perdait 1,29% à 184,56 dollars sur le Nasdaq.

Le laboratoire Moderna, dont le titre s'est écroulé de 8,4% lundi après des résultats préliminaires mitigés pour son vaccin à ARN messager en cours de développement avec Merck contre les récurrences de cancers de la peau, continuait de perdre 1,54%.

Enfin, la compagnie Southwest Airlines décrochait de presque 3% à 14h45 GMT après avoir demandé à l'autorité aérienne FAA l'autorisation de suspendre ses décollages, sans pour l'instant donner publiquement davantage d'explications.

Sur le plan macroéconomique, un indice immobilier a par ailleurs refroidi les investisseurs présentant une chute des mises de chantier de logements de 0,8% en mars et de 17,2% sur un an. Pire pour l'avenir du marché, les dépôts de permis de construire ont chuté de 8,8% sur le mois.

Avant l'ouverture, les indices avaient été soutenus dans le vert par une hausse plus forte que prévue de la croissance du PIB chinois à 4,5% sur un an.

POINTS-MARCHÉ

La Bourse de Paris sans direction, entre inflation et résultats

La Bourse de Paris faisait du surplace mercredi matin, les investisseurs devant digérer une kyrielle de résultats d'entreprises en attendant les chiffres de l'inflation en zone euro.

L'indice vedette CAC évoluait à l'équilibre (-0,04% à 7.530,61 points) vers 10h27 au lendemain d'un nouveau record en séance et en clôture, rendu possible grâce à la reprise de l'activité en Chine. Wall Street a fini sans tendance mardi.

"La saison des résultats américains commence lentement à montrer sa deuxième facette", souligne Andreas Lipkow, analyste indépendant.

"Alors que les premiers chiffres trimestriels des banques américaines ont été interprétés de manière positive, les attentes accrues envers le secteur commencent à être difficiles à satisfaire", estime-t-il. Même chose, selon lui, dans le secteur technologique où "la première réaction des cours aux chiffres trimestriels a été fortement teintée de négatif car les perspectives, en particulier, ont déçu à de nombreux investisseurs".

Les investisseurs tâchent en parallèle d'anticiper les prochaines actions des grands

banques centrales dans leur lutte contre l'inflation et de jauger le risque de récession.

La hausse des prix, à laquelle s'attaque les banques centrales depuis plus d'un an, reste une préoccupation dans l'alimentation et les services, même si l'inflation globale est en train de décélérer aux Etats-Unis et en zone euro.

L'inflation a légèrement ralenti sur un an en mars au Royaume-Uni, à 10,1% contre 10,4% en février, a annoncé mercredi l'Office national des statistiques (ONS), mais la baisse est plus faible qu'attendu.

La Banque centrale européenne semble avoir encore un peu de chemin à parcourir dans son cycle de resserrement alors que la Fed, qui devrait remonter une dernière fois ses taux de 25 points de base en mai, s'approche de son taux terminal, selon les experts.

L'économiste en chef de la Banque centrale européenne, Philip Lane, a plaidé mardi soir à Bloomberg TV pour une nouvelle hausse des taux d'intérêt en mai

pour déterminer l'ampleur.

Les responsables de la Fed semblent divisés sur la trajectoire future des taux: le président de l'antenne d'Atlanta de la Réserve fédérale (Fed), Raphael Bostic est partisan d'une dernière hausse du taux directeur en mai avant de le laisser plafonner au-dessus de 5% et son homologue de St Louis, James Bullard a dit que la Fed pourrait encore monter ses taux pour les porter dans une fourchette de 5,5 à 5,75%.

A Paris, les deux entreprises Crédit Agricole et Worldline ont annoncé mercredi un "partenariat stratégique de long terme" prévoyant la création d'une contrepartie en 2025. Le titre Crédit Agricole prenait 0,39 à 10,92 euros et l'action Worldline grimpeait de 5,61 à 41,40 euros.

Le spécialiste du voyage sur mesure Voyagers du Monde a progressé de 5,58% à 123 euros, après l'annonce d'un rebond d'activité en 2022, lui permettant de dépasser ses performances pré-Covid et de faire preuve d'optimisme pour l'exercice en cours.

APRÈS SON "PROFIT WARNING"

OVHcloud plonge en Bourse

OVHcloud OVH.PA chute mercredi à la Bourse de Paris après la révision à la baisse de sa prévision de chiffre d'affaires et de marge d'Ebitda ajusté pour 2023, le groupe évoquant le contexte macroéconomique volatil et le décalage de certains projets sur fond de baisse de la demande.

A 08h20 GMT, l'action du spécialiste des services d'informatique dématérialisée ("cloud") plonge de 13,15% à 9,90 euros, lanterne rouge du SBF 120 SBF120 (-0,1%). Le titre est tombé brièvement jusqu'à 9,60 euros, son plus bas niveau jamais enregistré. A l'occasion de la publication de ses résultats se-

mestriels, OVHcloud a dit viser une croissance organique de son chiffre d'affaires comprise entre 13% et 14% cette année, contre une prévision précédente de 14% à 16%.

La marge d'Ebitda pour 2023 est désormais attendue supérieure à 36% contre un objectif initial d'une marge en ligne avec celle de 2022, à 39%.

Ces nouvelles prévisions intègrent "les évolutions récentes de la demande qui traduisent à court terme un décalage de certains projets de migration vers le cloud ou d'extension d'infrastructures existantes", a indiqué OVHcloud dans un communiqué.

"Un plan de contrôle des coûts a

été mis en place pour améliorer le taux de marge dès le second semestre 2023 et pour continuer à maîtriser les Capex", ajoute-t-il.

Les groupes de services de "cloud" ont observé des signes de ralentissement de la demande et ont dû faire face à des coûts plus élevés, notamment sur l'énergie, leurs centres de données consommant de grandes quantités d'électricité. Le géant Amazon, présent dans le "cloud" avec sa filiale AWS, a récemment annoncé des suppressions d'emplois.

"Inévitablement, les investisseurs (...) se demanderont si un challenger ou un acteur de niche comme OVH peut conti-

nuer à croître autant qu'il l'a dit dans un contexte où d'autres disent que ça ralentit", signalait dans une note publiée plus tôt cette semaine Derric Marcon, analyste chez Société générale. Dans son communiqué, OVHcloud dit s'attendre à une normalisation de ses coûts d'électricité sur les prochains trimestres et à un effet favorable sur la marge à partir du second semestre des hausses de prix auprès des clients. Lors du premier semestre clos le 28 février, son chiffre d'affaires a atteint 439 millions d'euros, en hausse de 15%, et la marge d'Ebitda ajusté est ressortie à 35,4%.

APRÈS DES RÉSULTATS DÉCEVANTS ET AVANT L'INFLATION

L'Europe marque une pause

Les principales Bourses européennes sont orientées à la baisse mercredi en matinée après six séances sur sept dans le vert pour le Stoxx 600, les indices marquant une pause alors que les publications financières des entreprises se poursuivent avec des déceptions notamment dans le compartiment technologique et dans l'attente des chiffres de l'inflation en zone euro.

À Paris, le CAC 40 perd 0,09% à 7.526,75 points vers 07h40 GMT après un record en séance la veille à 7.559,35 points. À Londres, le FTSE 100 recule de 0,23% et à Francfort, le Dax abandonne 0,3%.

L'indice EuroStoxx 50 fléchit de 0,33%, le FTSEurofirst 300 de 0,16% et le Stoxx 600 de 0,3%.

Les contrats à terme à Wall Street préfigurent également une baisse, de 0,25% pour le Dow Jones, de 0,4% pour le Standard & Poor's 500 et de 0,61% pour le Nasdaq au lendemain d'une séance en dents de scie marquée par les résultats jugés décevants de Goldman Sachs et Johnson & Johnson.

Dans les publications du jour en Europe, le spécialiste des services d'informatique dématérialisée OVHcloud chute de 10,08% après la révision à la baisse de sa prévision de chiffre d'affaires et de marge d'Ebitda pour cette année.

Le compartiment des nouvelles technologies (-1,44%) sur le Stoxx 600 accuse l'une des plus fortes baisses sectorielles avec ASML qui reflue de 2,8% sur fond de ralentissement de la demande qui occulte ses solides résultats.

Côté hausse, Heineken prend 2,9% malgré la baisse plus forte que prévu de ses ventes de bières au premier trimestre. Le brasseur néerlandais a cependant maintenu sa prévision de bénéfice pour l'ensemble de l'année. Dans le reste de l'actualité des entreprises, Worldline avance de 5,30% et Crédit Agricole de 0,33%, les deux groupes ayant annoncé être en négociations exclusives pour créer un acteur majeur dans les services de paiements en France. Sur le plan macroéconomique, la

hausse des prix à la consommation en Grande-Bretagne a ralenti moins vite que prévu en mars, à 10,1% sur un an, ce qui fait du Royaume-Uni le pays d'Europe de l'Ouest affichant la plus forte inflation.

Les données définitives de l'inflation en zone euro en mars sont attendues à 09h00 GMT et le consensus Reuters prévoit un ralentissement à 6,9% sur un an.

Goldman Sachs a relevé mardi sa prévision de pic du taux de dépôt de la Banque centrale européenne à 3,75% contre 3,5% auparavant, invoquant le reflux des craintes sur les banques et les propos globalement "hawkish" (restrictifs) des responsables de la BCE.

Aux Etats-Unis, où les investisseurs scrutent les derniers commentaires des responsables de la Fed avant la période de silence liée à la réunion des 2 et 3 mai, le Livre beige de la banque centrale prévu à 18h00 GMT et qui sert de base de travail au comité de politique monétaire (FOMC), sera particulièrement surveillé.

SON PREMIER SMARTPHONE PLIABLE

Google pourrait bientôt dévoiler le Pixel Fold

L'entreprise de Mountain View serait sur le point de lancer son tout premier terminal équipé pliable. La présentation pourrait avoir lieu lors de la Google I/O pour un lancement dès le mois de juin.

Les prochaines semaines risquent d'être chargées pour Google. La firme de Mountain View, qui doit lancer le 10 mai prochain la Google I/O, sa conférence annuelle dédiée aux développeurs, pourrait profiter de l'occasion pour dévoiler son tout premier smartphone pliable. C'est en tout cas ce que rapporte CNBC qui aurait eu accès à des documents et des images internes.

Un concurrent pour le Galaxy Z Fold 4

Pour nommer son tout premier smartphone pliable, Google ne serait pas allé chercher bien loin. Identifié en interne sous le nom de code « Felix », cet appareil, présenté comme possédant la charnière la plus durable pour un smartphone pliable, répondrait tout simplement au nom de Pixel Fold. Rien de vraiment surprenant donc, puisque la rumeur d'un Pixel Fold cour déjà depuis plusieurs années.

D'après CNBC, le smartphone serait proposé à un tarif plutôt élevé, au-delà de

1700 dollars, faisant du Pixel Fold un concurrent direct au Samsung Galaxy Z Fold 4. Le Pixel Fold, clairement positionné comme un appareil ultra haut de gamme, deviendrait ainsi le smartphone le plus onéreux du catalogue de Google. Le premier smartphone pliable de Google serait animé par la puce Tensor G2, le processeur maison de Google que l'on trouve déjà dans les Pixel 7 et Pixel 7 pro. L'appareil, qui serait par ailleurs résistant à l'eau, disposerait d'un écran extérieur de 5,8 pouces, et d'une dalle de 7,6 pouces lorsqu'il est déplié, d'après les images auxquelles CNBC a eu accès. Google lui aurait intégré une batterie suffisamment dimensionnée pour offrir à l'appareil une autonomie approchant des 24 heures en utilisation normale et jusqu'à 72 heures lorsque celui-ci utilise le mode économie d'énergie.

La première expérience Android pure sur un appareil pliable

Android sur un appareil pliable ne date pas d'hier. Depuis 2018, Google a fait en

sorte que son système d'exploitation mobile prenne en charge ces appareils, sans toutefois s'engouffrer dedans. La firme californienne a d'abord laissé des constructeurs comme Samsung se lancer sur le secteur, sans doute pour attendre que la technologie des écrans pliables (et des charnières) soit mûre. Les documents consultés par CNBC qui dépeignent un smartphone équipé de « la charnière la plus durable sur un pliable » tendent à le prouver.

Avec l'arrivée de son Pixel Fold, Google aurait enfin véritablement l'occasion de montrer ce à quoi ressemble une expérience Android pure sur un appareil à écran pliable. La firme pourrait, comme elle l'a déjà fait sur ses autres Pixel, y intégrer des fonctionnalités exclusives. Si Google profite de la Google I/O pour présenter son Pixel Fold, l'appareil pourrait être lancé très rapidement. La rumeur veut en effet que l'appareil soit disponible dès le mois de juin.

START-UP

Le nombre de Deeptech françaises créées par an a doublé entre 2018 et 2022

Les « deeptech » attirent les investisseurs. Le nombre de start-up françaises à haut degré d'innovation technologique créées chaque année a doublé depuis le lancement par le gouvernement du Plan Deeptech en 2019, selon un bilan diffusé mardi par Bpifrance.

En 2022, 320 jeunes pousses « deeptech », porteuses d'innovation de rupture, ont été lancées, contre 160 en 2018, juste avant le début du Plan Deeptech, dont l'un des objectifs est d'atteindre le nombre de 500 par an d'ici 2025. Cette multiplication par deux a été portée « par la montée en puissance d'un continuum de financement spécifique pour les start-up deeptech », indique Bpifrance, le bras armé de l'État pour soutenir l'innovation.

Près de 1.800 start-up « deeptech » actives

En 2022, les start-up « deeptech » ont levé 2,6 milliards d'euros de capital, montant multiplié par 2,4 depuis le lancement du Plan, synonyme d'une « dynamique d'investissement favorable ». « La France compte aujourd'hui près de 1.800 start-up "deeptech" actives », précise en outre Bpifrance, et 24 d'entre elles sont présentes en 2023 dans le label « French Tech 120 », qui sélectionne les 120 start-up françaises les plus O

UNE INTELLIGENCE ARTIFICIELLE

Elle va remplacer le moteur de recherche historique de Google

Face à la montée en puissance de Bing avec l'intégration de son chatbot animé par GPT, ainsi que son générateur d'images, les équipes de développement de Google mettent les bouchées doubles pour intégrer Magi, une IA qui pourrait révolutionner le moteur de recherche. Depuis l'arrivée de ChatGPT, et surtout l'intégration de GPT, l'intelligence artificielle d'OpenAI dans Bing, la direction de Google est en alerte. Les équipes de développement des IA ont été contraintes de sortir précipitamment le chatbot Bard, avec de gros soucis à l'issue. Aujourd'hui, alors que le New York

Times annonce que Samsung pourrait bien remplacer Google par Bing en tant que moteur de recherche par défaut sur ses smartphones, la tension monte d'un cran chez le géant de l'Internet. En conséquence, il semble que les IA vont prendre une place importante, lors de la prochaine conférence annuelle Google I/O qui se tiendra le 10 mai. Toujours selon les informations du New York Times, plus de 160 employés de Google seraient actuellement en train de plancher sur une IA directement intégrée au moteur de recherche. Elle porterait le nom de code « Magi » et reposerait sur le chatbot Bard. Ces déve-

loppeurs testeraient intensivement la qualité conversationnelle de cette IA dans ce que Google appelle des « salles de sprint », un nom évocateur. Magi serait un hub doté de plusieurs modules. Ainsi, l'outil de discussion Searchaloug permettrait de rechercher des informations, de la musique lors d'une simple conversation. Sous forme de chatbot, Magi viendrait également révolutionner le moteur de recherche en proposant des listes d'achat de produits, ou des sélections d'informations. Enterrer les échecs de Bard pour mieux remodeler le moteur de recherche à l'ère des IA,

c'est ce que sont en train de peaufiner les équipes de développement chez Google. Comment révolutionner Google sans perdre les revenus publicitaires ? Un autre module appelé Gifi permettrait de générer des images à partir de texte via Google Image, comme le fait déjà Microsoft avec Bing Image Creator. Google aurait aussi connecté son IA à Google Earth et son chatbot pourrait assister l'utilisateur lorsqu'il consulte un site pour organiser un voyage, par exemple. Enfin, ce nouvel agent conversationnel pourrait également faire de la programmation.

E-COMMERCE TEXTILE

Asphalte lève 5 millions d'euros

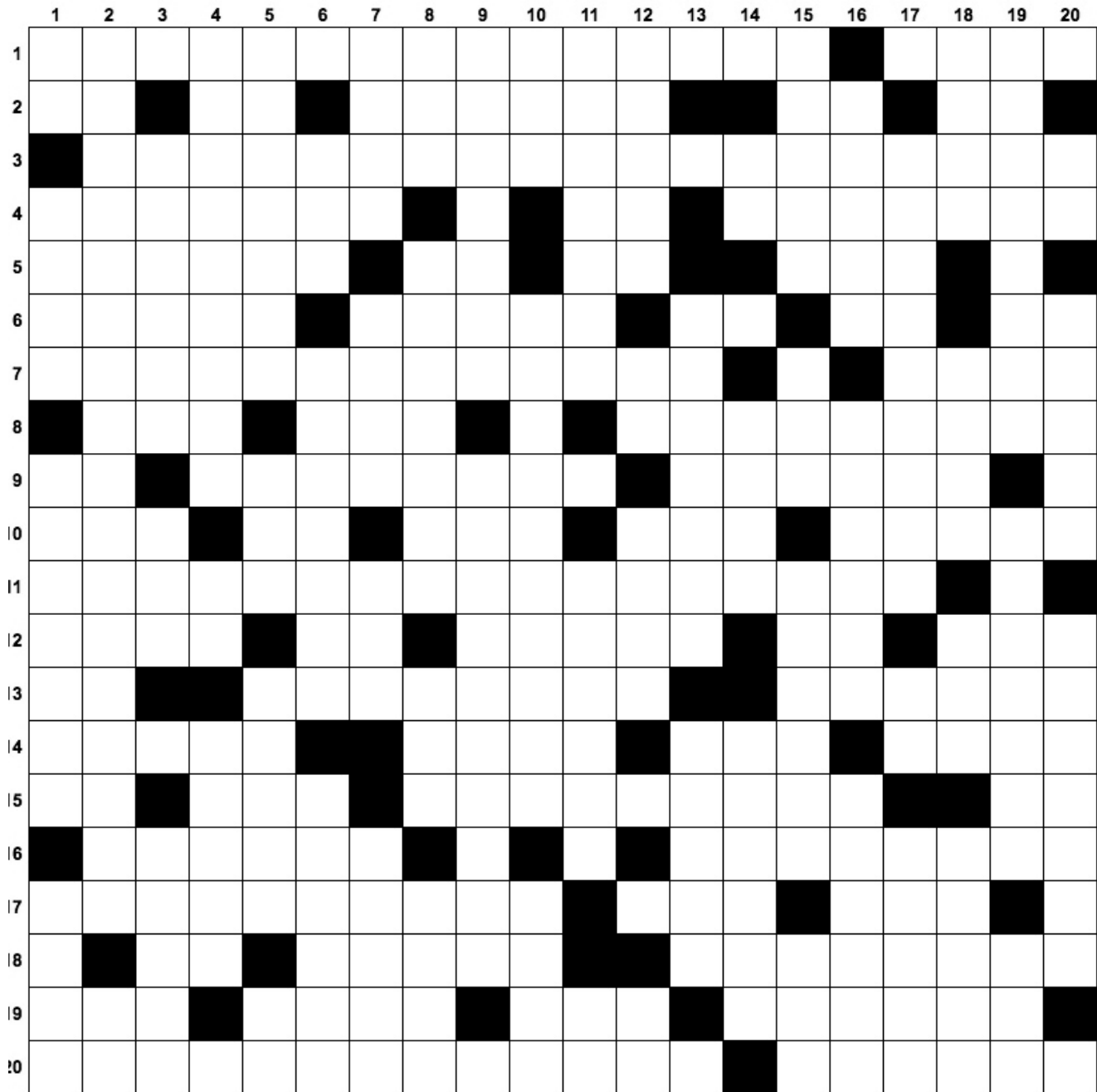
Le site de vente en ligne d'habillement, qui emploie une quarantaine de personnes, veut exporter son modèle de précommande. Asphalte poursuit son expansion. Le site de vente en ligne de vêtements, fondé en 2016 par William Hauvette et Rodolphe Gardies, a annoncé, le 22 mars, la levée de cinq millions d'euros auprès de quatre fonds d'investissement, Quadia, spécialiste suisse des investissements dans les sociétés à impact ; M Capital Partners ; Kostogri, société d'investissement de Nicolas Béraud, fondateur et directeur général du site de paris sportifs Betclac ; et NACO. Les deux associés demeurent majoritaires au capital.

Il s'agit de sa première levée de fonds. Jusqu'ici, le spécialiste de la vente d'habillement en précommande opérait en autofinancement. L'exercice 2022, marqué par une stabilisation des ventes à 22 millions d'euros et un résultat opérationnel proche de l'équilibre, a incité les associés à trouver des fonds pour soutenir son développement sur de nouveaux marchés. Spécialiste de la mode masculine, le site a lancé ses premières lignes féminines l'an dernier et a décliné son activité à l'étranger grâce à des versions en anglais et en allemand. A en croire M. Hauvette, ses premiers pas en Allemagne, en Autriche, aux Pays-Bas et en Scandinavie sont encourageants. Cette levée

de fonds devrait permettre au site de recruter de nouveaux collaborateurs. Installée à Bordeaux, depuis ses débuts, l'entreprise emploie aujourd'hui une quarantaine de personnes.

Vente permanente en sus

Le recours à cette levée de fonds intervient alors que le marché de l'habillement traverse une crise sans précédent, y compris sur Internet. Après une envolée en 2020 et 2021, la vente en ligne de vêtements a souffert d'un reflux en 2022. La guerre en Ukraine a, de surcroît, renchéri les coûts de fabrication, notamment pour les start-up spécialisées dans la vente en précommande. A tel point que ce modèle vacille.



Horizontalement

1 Aller et venir (4 mots).- Ethnie. 2 Pronom.- The best.- Un sacré compère.- Terasiemens.- Répétition. 3 Ah ! les p'tits pois, les p'tits pois ! (4 mots). 4 Pièce jaune.- Pièce jaune.- Nib. 5 Piège à Mémé.- Note.- C.à.d.- Ça plane avec lui ! 6 Épargne sans queue ni tête.- On doit y montrer sa poitrine.- Branché.- Blanc 2 blanc.- Push. 7 Western de 1940 (4 mots).- Mélange d'épices. 8 Projet musical new age.- Passe à reculons.- Passer à la vitesse supérieure. 9 Révolution.- Dévorés.- Est. 10 Fin de messe.- Teratesla.- Toile.- Pas bien roulé.- Survient dans le vestibule. 11 Plantagenêt VS Capétiens (5 mots). 12 Rond dans l'eau.- Pas très vaillant.- Vieille charrue.- Demande un joint.- Sépare l'Escandorgue de l'Espinouse. 13 Hèle.- Pastichant.- Produit des intérêts. 14 Ce qu'on attend d'un prêté.- Missives.- Un bout de robe.- Conservateur. 15 A été appréhendé.- Commune du 31.- Affections.- Elle avait le cuir épais. 16 Contemporain.- Circonspect. 17 Séculaire.- UV.- Combustible nucléaire. 18 Garde la ligne.- Parat.- Pas tant que ça s'il a les mains plaines. 19 Bois ou au fond du bois.- Interdit aux moins de 16 ans.- Idem.- Haploïdie. 20 Complètement (4 mots).- Solution miracle.

Verticalement

1 On le fait quand on ne veut pas le faire.- Via Cabana.- A gauche ou à droite de la ligne d'attaque.- Explosif quand il est nerveux. 2 Mettre le turbo (6 mots).- OK pour le sud de la France. 3 Pénétrer.- Moi intime.- Ni à gauche, ni à droite. 4 Arriviste.- Vieille clé.- Pédant. 5 Doit être bon pour être efficient.- Enlevé.- Mouise.- Pas net. 6 Départ de dépêche.- Ni à gauche, ni à droite.- Fait tourner la roue, vers le haut. 7 Commune catalane.- Sous ou ronds.- Estuaire.- Pour boire una cerveza. 8 Béta.- Dent.- Porte-bébé ?- Infondé. 9 Lestement.- Décorera. 10 Un teuton.- Stopperait.- Écueil. 11 Habitante de Nods.- Supposée.- Réfléchi. 12 Tarte renversée.- Contracté des pieds à la tête.- Passage d'un canal.- Préposition. 13 Et pourtant illustre.- Partirai en éclats. 14 Forces de l'ordre US.- Saillie.- VS Airbus. 15 Madame de...- Agnus ou opus.- On le met parfois, mais on ne l'a pas toujours.- Surgis. 16 Rétention.- Prénom féminin.- Idem, mais en voiture. 17 Licencié.- Nouvelle République.- Iles australiennes. 18 Expression première mais pas primaire.- Rituel hindou.- Organisation Territoriale de l'État.- Gra-touille. 19 Chiron.- Pas d'entente quand il est miné.- Bien roulé. 20 Triste sigle.- Dans une chanson d'enfants.- Baisotât.

HYUNDAI IONIQ 5 (2023)

En quête de progrès...

Hyundai commence à communiquer sur sa déclinaison sportive de sa Ioniq 5. La très atypique Hyundai Ioniq 5 hérite d'une plus grosse batterie, provenant de sa cousine la Kia EV6. Elle bénéficie en outre d'ajustements moins insignifiants qu'il n'y paraît.



La nouvelle batterie ne constitue pas une révolution... et craint toujours le froid. Nos mesures "hivernales", réalisées par 2 °C contre 7 pour la 73 kWh, révèlent une consommation supérieure de 3,2 kWh/100 km, ce qui se traduit par une autonomie en baisse de 41 km! Dans la réalité, donc, les 40 km supplémentaires annoncés par Hyundai ne sont pas garantis.

Performances : plus puissante, mais...

Avec sa nouvelle batterie, l'Ioniq 5 gagne 11 ch, mais son couple reste identique. Avec 116 kg de plus sur

la balance, la sanction est inévitable : elle perd 0,3 s au 1000 m d.a. et au 0 à 100 km/h. Heureusement, ses reprises sont toujours assez promptes et ses performances globalement plus que suffisantes pour une voiture familiale.

Amortissements : en progrès

Très critiquable à son lancement côté amortissement, l'Ioniq 5 reçoit de nouveaux ressorts pour son plus grand bien. L'impression "pompe à vélo" caractéristique a disparu, et le châssis s'avère beaucoup mieux tenu.

Ces progrès ont toutefois des limites : très pataud dans les enchaîne-

ments de virages, l'engin reste sujet à des phénomènes de pompage sur route bosselée.

Intérieur : des détails qui comptent

Hyundai semble avoir pris en compte les critiques émises sur les matériaux : grâce à un nouveau revêtement en similicuir qui habille la planche de bord et les contre-portes, la finition paraît un peu moins spartiate.

Reste que des craquements de plastique, notamment au niveau du volant de notre exemplaire, se font encore entendre dans cet habitacle toujours aussi spacieux.

AUDI

La firme n'a plus de moteurs V6 et gèle la commande de nombreux modèles

Le V6 TDI équipe encore de nombreux modèles, dont les sportives S6 Sans V6, il n'y a plus de Q7 disponible !

Audi est actuellement touché par des problèmes d'approvisionnement de pièces sur les V6. Conséquence : tous les modèles concernés ne peuvent plus être commandés.

Les clients qui souhaitent aujourd'hui se tourner vers un Audi Q7, un SQ5, une A6 ou une A7 devront opter... pour un quatre cylindres. Une offre très marginale sur ces gros modèles principalement achetés en V6, diesel comme essence. Mais le fait est qu'Audi n'est aujourd'hui plus en mesure de proposer ces moteurs aux clients pour ces sempiternels problèmes d'approvisionnement et de pénuries.

A4, A5, A6 et A7 : Audi change tout, les explications du grand chamboulement

Certaines pièces essentielles aux V6 manquent, si bien que le constructeur a décidé de geler les commandes "jusqu'à nouvel ordre". Nos confrères d'Automobilwoche apportent d'ailleurs certaines précisions : "les transactions déjà initiées pourraient encore être conclues sur une base de bonne volonté" si les contrats étaient signés avant le 12 avril ou un engagement de location ou de financement avant le 20 avril pour les contrats soumis". Ceci ne concerne que l'Allemagne, mais il y a des chances que la donne soit la même en France.

Ce n'est pas la première fois que le groupe VW rencontre des pénuries sur des modèles importants, mais même si ces voitures haut de gamme et chères ne sont pas les plus vendues, elles représentent l'image d'Audi... et sont très rentables. Sans elle, la clientèle aisée et exigeante serait tentée d'aller voir ailleurs : chez BMW ou Mercedes, en première instance. Les concessionnaires dans l'impasse ? Les modèles Audi à moteur V6 sont les plus rentables pour la marque. Cette pénurie touche pour l'heure officiellement l'Allemagne, mais un message du configurateur Audi laisserait entendre une situation similaire en France, même si les V6 sont encore présents à l'heure où nous écrivons ces lignes. Nous avons contacté Audi et attendons un retour sur la situation hexagonale.

CHEZ DACIA

La meilleure vente reste la Sandero, mais de peu

Le Dacia Duster a très bien vieilli et garde une cote soutenue en occasion. Des formes simples, des matériaux robustes et bien assemblés et un équipement qui offre l'essentiel, le Duster actuel présente bien à bord. Son remplaçant devrait y ajouter un peu de couleurs, et on l'espère, un écran multimédia placé plus haut.

Le Duster garde le très bon moteur essence 1.3

Le Dacia Duster reste un carton, 6 ans après son lancement. Le Duster garde le très bon moteur essence 1.3 et reste un carton, 6 ans après son lancement.

Lancé en 2018, l'actuel Dacia Duster cartonne toujours autant. Il talonne même la Sandero sur le premier trimestre.

Le client se fiche-t-il d'avoir une plateforme plus moderne ? Dacia se joue aussi bien de la pandémie et de la crise économique que des problèmes d'ap-

provisionnement. La force de proposer des voitures simples et "essentielles" est justement d'avoir un besoin moindre en composants électroniques et pièces en tout genre. Un puzzle moins grand que pour un modèle généraliste plus cher, qui permet justement au constructeur roumain de se jouer des vents contraires avec une aisance remarquable. Et cela se retranscrit dans les chiffres de ventes : au premier trimestre, Dacia a écoulé 171 789 véhicules à travers le monde, en hausse de plus de 34 % par rapport à l'an dernier. Cette année, Dacia est bien parti pour dépasser largement les 600 000 ventes et même tutoyer la barre des 700 000 livraisons. Ce serait un record.

En 2023, ces chiffres de Dacia Spring qui en disent long...

Certes, cette hausse intervient dans un marché plutôt haussier, mais alors que certaines

marques pourraient s'inquiéter dès cette année d'une baisse des commandes, Dacia se sent probablement un peu plus à l'abri.

Et dans cette réussite, deux modèles essentiels : Sandero et Duster. Pour le second, c'est tout de même assez étonnant de le voir encore autant performer près de six ans après son arrivée sur le marché. D'autant plus que le Duster n'est pas un représentant du modernisme et des solutions d'avant garde. Sur le papier, le Duster n'a pourtant pas le CV idéal pour conquérir les foules en 2023. Pas d'hybridation, pas de présentation audacieuse à bord, une profusion de plastiques durs et des prix qui ont finalement grimpé petit à petit ces derniers temps pour atteindre les 25 800 € en version haut de gamme Extreme dCi 115 ch 4x4.

USA

Les stocks de pétrole en recul de 4,6 millions de barils

Les données publiées par l'Agence américaine d'information sur l'énergie (EIA) montrent que les stocks de brut ont atteint 466 millions de barils au cours de la semaine du 10 avril aux Etats-Unis, signalant ainsi un recul de 4,6 millions de barils par rapport à la semaine précédente. De leur côté, les stocks de produits distillés -incluant le fioul domestique- ont reculé de 0,4 million de barils, tandis que les stocks d'essence ont augmenté de 1,3 million de barils, toujours par rapport à la semaine précédente. L'EIA précise que les raffineries ont fonctionné à 91% de leur capacité opérationnelle au cours de cette même semaine, avec une production moyenne de 9,5 millions de barils/jour.

Les Enjeux

Quotidien national de l'économie **Eco**

Jeudi 20 Avril 2023 <http://www.lesenjeuxeco.dz>

MDN

Saisie de plus de 9 quintaux de kif traité par l'ANP

Des tentatives d'introduction de plus de 9 quintaux de kif traité via les frontières avec le Maroc ont été mises en échec et 36 narcotrafiquants ont été arrêtés dans des opérations menées par des détachements combinés de l'Armée nationale populaire (ANP), en coordination avec les différents services de sécurité, durant la période du 12 au 18 avril en cours, indique un bilan opérationnel rendu public mercredi par le ministère de la Défense nationale (MDN). "Dans la dynamique des efforts soutenus de la lutte antiterroriste et contre la criminalité organisée multiforme, des unités et des détachements de l'Armée nationale populaire

(ANP) ont exécuté, durant la période allant du 12 au 18 avril 2023, plusieurs opérations ayant abouti à des résultats de qualité qui reflètent le haut professionnalisme, la vigilance et la disponibilité permanente de nos Forces Armées à travers tout le territoire national", précise la même source.

Dans le cadre de la lutte antiterroriste et de la sécurisation des frontières nationales, des détachements combinés de l'ANP "ont arrêté (03) éléments de soutien aux groupes terroristes dans des opérations distinctes à travers le territoire national".

Par ailleurs, et dans le cadre de la lutte contre la criminalité organisée et en continuité des

efforts soutenus visant à contrecarrer le fléau du narcotrafic dans notre pays, "des détachements combinés de l'ANP ont intercepté, en coordination avec les différents services de sécurité lors d'opérations exécutées à travers les Régions militaires, 36 narcotrafiquants et mis en échec des tentatives d'introduction de grandes quantités de drogues provenant des frontières avec le Maroc s'élevant à 9 quintaux et 60 kilogrammes de kif traité et saisi 97154 comprimés psychotropes", ajoute le communiqué du MDN.

RN

Chronique Eco
d'Anouar
El Andaloussi

Jusqu'à quand, la régulation du marché n'est pas source d'efficacité mais de surcoûts : les leçons du Ramadan 2023

Le mois de ramadan avec son modèle de consommation a mis à nu l'organisation et la régulation des marchés en Algérie. Pénurie, hausse des prix, gaspillage, Sans les moyens financiers (réserves de change pour l'importation) et budgétaires de l'Etat (soutien des prix) on aurait frôlé une catastrophe vu la demande sur le marché.

L'administration économique a pris la mauvaise habitude, parce que l'Etat peut mobiliser des moyens financiers), de toujours répondre à la forte demande par l'offre importée. Il est connu que la demande, durant le ramadan et lorsque les prix sont soutenus, s'emballent par des facteurs à la fois physiologique, psychologique et sociologique, accessoirement économique. Vouloir répondre à cette demande « singulière » par la seule offre de produits demandés quels qu'en soient le prix et surtout le coût, est une décision antiéconomique. En effet, une demande motivée par des facteurs souvent non écono-

mique, doit être traitée par des instruments pas seulement économiques. La seule réponse par l'offre ne suffit pas. Il faut agir aussi sur la demande et par l'organisation et la régulation des marchés. C'est-à-dire agir en amont de ceux-ci. L'importation massive de la viande bovine n'a eu aucun effet sur les prix de ce produit chez les bouchers ; seul point positif, cette importation a, peut-être, permis à certains consommateurs d'accéder à cette viande à un prix raisonnable, après plusieurs heures entre recherche d'un point de vente et attente devant le comptoir. Elle a eu le même effet que tous les autres produits subventionnés. Elle n'a pas joué son rôle de régulation du marché, ce qui est d'ailleurs attendu d'elle. La réponse à une demande par une offre importée n'est pas donc la solution dans un marché désorganisé, des circuits de distribution totalement contrôlés par des « corporations » non identifiées, non immatriculées, non déclarées, plus puissantes que les services de l'Etat. Cette forme de réponse à la

demande, souvent infinie, par une offre nécessairement limitée, n'est pas efficace tant qu'on n'a pas traité le vrai problème, celui de l'organisation des marchés. L'oignon s'est installé sur le trône des légumes sans concurrent et a même changé de statut pour devenir un « fruit » exotique. Son ascension sur la mercuriale a été foudroyant, pourtant il pouvait bien être boycotté par les consommateurs sans que l'on souffre d'un manque de calories ou même de goût, mais c'est sans connaître le comportement du consommateur algérien, l'enfant gâté du système redistributeur et redistributif. Ces dysfonctionnements du marché coûtent beaucoup au trésor public. Un coût souvent inutile, parce que ces dysfonctionnements se répètent encore. La régulation par la dépense publique ou par l'autorisation d'importation n'est efficace que lorsque les marchés sont concurrentiels et les professions sont organisées par des corporations de professionnels conscients de leur rôle, de leur responsabilités dans la société et surtout que

leur existence dépend en grande partie de ces aspects. Malheureusement, nous avons affaire à des prédateurs dont le seul objectif est l'accumulation de profits à court terme et disparaître au moindre problème. Sans continuité dans le temps, pas d'apprentissage, pas d'organisation pérenne et point de régulation. Le rôle de l'Etat est de construire sur le long terme, et de ne pas céder à la conjoncture. L'Etat a le monopole de la violence légitime et il doit l'utiliser chaque que nécessaire. Le court terme nous détruit à petit feu et le long terme ne peut être vu, réfléchi et imposé que par les institutions de l'Etat. Sur le court terme, les prédateurs et autres spéculateurs ont toujours l'avantage sur les institutions. Les institutions doivent jouer sur les grands terrains, pas sur les terrains de quartier. La régulation de l'économie est une affaire sérieuse pour ne pas la laisser à une administration sans vision, sans horizon, sans compétence avérée dans le domaine de l'organisation des marchés et de la concurrence.